

# Rouge

Des patrons  
plus riches  
et plus arrogants

p.10

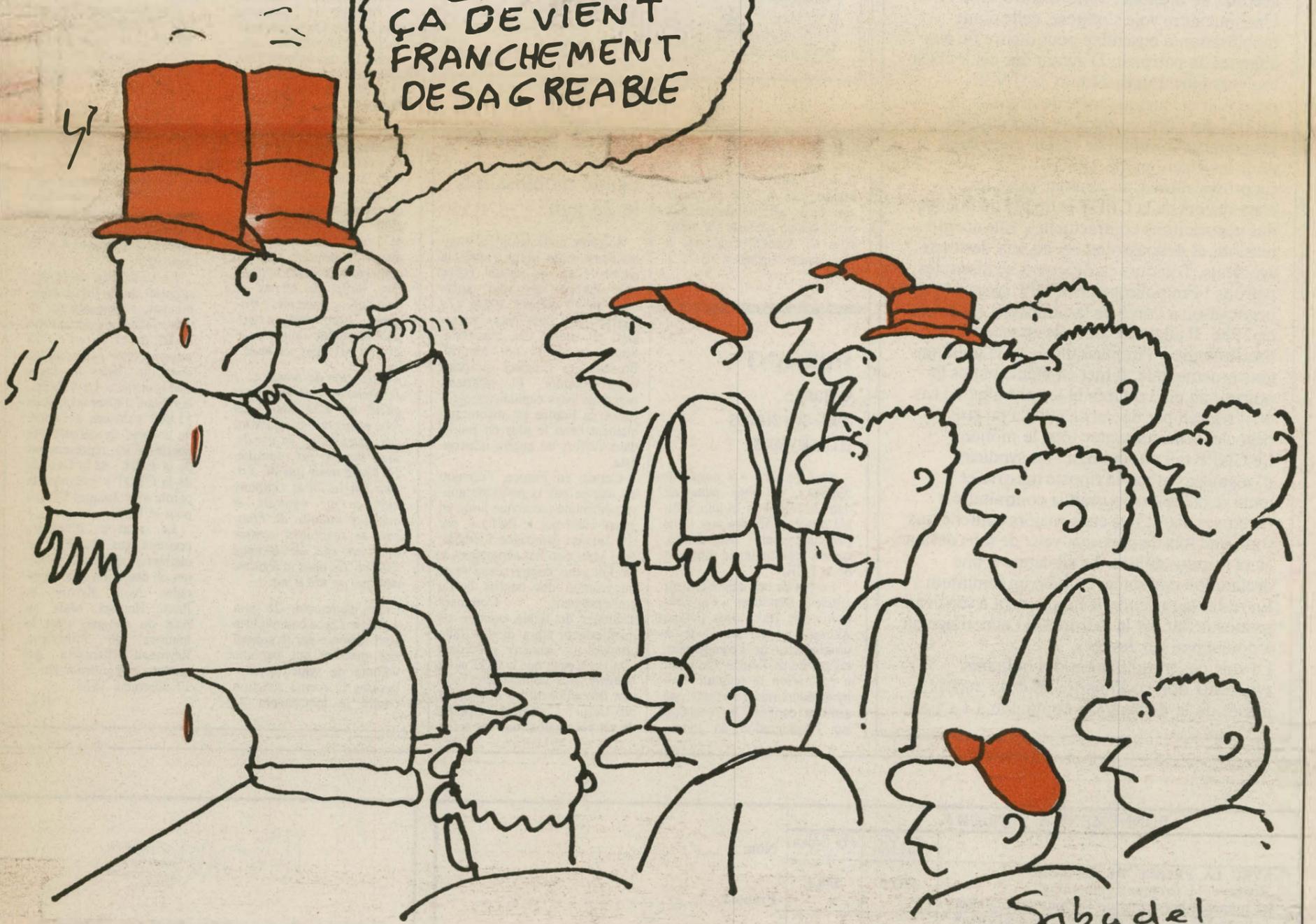
M1578 N° 1166 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

28 Juin au 4 Juillet 1985

## UNE FORCE ANTICAPITALISTE

QUAND  
ILS COORDONNENT  
LEURS  
EFFORTS  
ÇA DEVIENT  
FRANCHEMENT  
DESAGREABLE



## L'IDEE QUI FAIT SON CHEMIN

# Emploi : des mois de négociations pour rien

Par Michel Morel

Ils ont rompu ! Quelle pantalonade ! Après des mois de négociations, la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC ont dû prendre la plume pour constater, ensemble, que le CNPF ne proposait toujours rien de négociable ! Des mois de palabres tandis que les licenciements s'accumulaient, que les chômeurs voyaient leur nombre s'accroître et leurs droits se restreindre ! Le bilan de la politique des négociations à froid, sans mobilisation sociale, est toujours égal à zéro ! Certains, pas gênés, voudraient pourtant s'enfoncer encore dans l'impasse, et passer des impossibles contrats négociés nationalement à de chimériques accords de branche, voire d'entreprise... Une tout autre voie s'impose, celle d'une mobilisation d'ensemble pour mettre fin aux attaques du patronat. D'autant que celui-ci ose toujours plus. Lundi 24 juin, le CNPF proposait en quelque sorte de négocier, à propos des CFR, le chapitre flexibilité du programme commun de l'UDF et du RPR pour les élections de 1986 ! La provocation a, au passage, privé les états-majors de la CFDT et de FO du hochet des négociations contractuelles. Elle accroît tensions et déboussolement au sein des deux syndicats. Toujours ça de gagné, se disent les patrons ! Fin politique, le CNPF bloque toute négociation à l'orée de la campagne électorale de 1986. Il alimente ainsi les attaques de la droite contre « l'impuissance » de la politique gouvernementale. Il met en même temps le pouvoir au pied du mur et le contraint, au cas où il régirait par décret ce qui n'a pu être négocié, à mécontenter tout le monde. Le CNPF fait un seul pari : les syndicats n'organiseront pas la riposte massive et unitaire qui seule pourrait le contraindre à revoir ses plans. Les états-majors confédéraux sont, une fois de plus, aux yeux de tous devant leurs responsabilités. La signature d'une déclaration commune est bien un minimum ! En rester là reviendrait simplement à vérifier le pronostic fait par le patronat et l'encouragerait à poursuivre ses ravages. La voix des travailleurs et des militants syndicaux doit contraindre les états-majors à passer de la déclaration commune à l'action.

## FASCISTES

« Minute »  
condamné

Au mois de décembre dernier, l'hebdomadaire *Minute* titrait en une : « ADG nous téléphone de Nouméa : j'ai vu les hommes de Krivine entraîner les terroristes canaques ». Notre camarade Krivine l'avait alors assigné en justice pour ces propos mensongers qui constituaient un véritable appel au meurtre.

Le tribunal correctionnel de Paris vient de rendre son verdict sur cette affaire et de condamner ce journal dans les termes suivants : « Le titre *impute à monsieur Krivine la direction en Nouvelle-Calédonie d'actions violentes et plus précisément, l'entraînement militaire de terroristes. Alors que la*

France. Les Aryens pur sucre du *Figaro* en frémissent déjà.

Rapidement, la riposte s'est organisée. Les syndicats CFDT, CGT, FO et FO-cadres ont rendu publique une lettre adressée au préfet de région. lui demandant d'appliquer l'article II de la loi du 13 Juillet 1983, indiquant que la collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les diffamations et les outrages. En l'occurrence, il s'agit de faire en sorte que le préfet use du droit de réponse au nom de cet article de loi.

En effet, le journal d'Her-sant dénonce l'appartenance politique de certains fonctionnaires, et établit un lien diffamatoire entre cette appartenance et les missions professionnelles qui sont confiées aux agents. On attend avec intérêt la réponse du représentant de l'Etat.

étaient les mêmes que ceux de l'initiative précédente et omettaient de dénoncer les effets les plus néfastes de la politique du gouvernement français ?

Les différentes organisations se réclamant du mouvement de la paix en France sont divisées entre le CODENE, l'Appel des cent, le Mouvement de la paix, et ne se sont jamais attachées à construire, à la base, dans les entreprises et les localités, des comités de mobilisation, leur préférant colloques et manifestations rituelles.

clandestin de plusieurs milliers de Falashas, d'Ethiopie en Israël.

Tribu noire de confession juive depuis des millénaires, les Falashas avaient été poussés vers la frontière du Soudan par la famine. Pour cette opération, que la presse a souvent salué comme un exploit humanitaire des services secrets israéliens, la CIA a versé à Nimeiry et à ses complices... la prime qui était autrefois due aux chasseurs de scalps !

Le journal londonien *The Observer*, qui publie cette information, en révèle une autre, plus inquiétante encore : la CIA aurait proposé des dizaines de millions de dollars aux ex-dirigeants soudanais en échange de l'autorisation d'enfouir des déchets radio-actifs dans le désert.

La famine ? Prétexte à de « bons coups » politiques. Le tiers monde ? Une poubelle. Les dictateurs sanglants à la Nimeiry ? Des serviteurs empressés si l'on sait les payer. Voilà la morale — et les actes — des dirigeants du « monde libre ».

## TIERS MONDE

7 000 dollars  
par Falasha

Sept mille dollars par Falasha : c'est la somme que l'ex-dictateur soudanais Nimeiry et ses collaborateurs auraient reçu de la CIA, pour prix de leur complaisance pour le transfert



Ne pas  
oublier...

75 francs.  
Commandes directes  
à PEC, 2, rue Ri-  
chard-Lenoir, 93108  
Montreuil. (Ajouter  
9,50 francs de frais  
de port.)

preuve n'est pas rapportée dans les pages intérieures et que, par un souci reprochable, on ne saurait déduire des positions connues de la LCR en faveur des luttes anticolonialistes, la participation réelle de ses membres en Nouvelle-Calédonie à des actions terroristes. »

## APPEL DES CENT

Faible mobilisation  
le 23 juin

Soixante mille selon les organisateurs, vingt mille d'après la presse. C'est un nouvel échec pour l'Appel des cent, après celui du 28 octobre 1984. Ces chiffres sont bien petits en regard du succès des manifestations monstres de Madrid, Bruxelles et Londres au printemps dernier. Et pourtant, parmi les pays capitalistes européens, la France est incontestablement celui le plus en pointe dans l'effort de guerre impérialiste.

Certes, en France, l'opinion est abusée par la politique gouvernementale (soutenue jusqu'en juillet 1984 par le PCF) et par une intense campagne idéologique. Mais rien n'a véritablement été fait pour contrer cette vaste intoxication des médias et du gouvernement. Comment s'étonner du faible nombre de manifestants alors qu'il a fallu attendre la semaine précédant l'initiative pour que la CGT et les municipalités communistes colent des affiches ou distribuent des tracts ? Comment s'étonner de cet échec alors que ces tracts

IL Y A 12 ANS

## La Ligue communiste dissoute !

21 juin 1973 : le gouvernement Messmer autorise un meeting de l'organisation fasciste Ordre nouveau contre « l'immigration sauvage ». Ce mouvement avait pour secrétaire général le conseiller général actuel de Montreuil, Alain Robert.

La Ligue communiste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) appelle à une manifestation, comprenant le poison raciste que recellait une telle réunion. Cette manifestation se heurte violemment au dispositif policier mis en place pour protéger le meeting. Reflet du climat de l'époque, François Brigneau, éditorialiste à *Minute*, terminait son papier le 27 juin 1973 par ces mots :

« Petits rats de merde (...) Je souhaite pour mon pays qu'on ne vous laisse pas faire et qu'on vous claque un peu sérieusement la gueule. Mais dans le cas contraire, s'il s'était avéré que M. Krivine fait sa loi et l'impose, alors je me sentirais, et quelques millions de Français se sentiraient comme moi, en état de légitime défense. En dans la légitime défense, on tire à vue. »

Le lendemain, 28 juin 1973, la Ligue communiste était dissoute par le conseil des ministres qui, par une volonté de symétrie, prononçait la même sanction contre le mouvement de

Alain Robert, Ordre nouveau.

Un malaise dans la police s'ensuivait. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (majoritaire chez les policiers en tenue, hier comme aujourd'hui) déclarait : « En démocratie, le meeting de la Mutualité était-il légal ? Sûrement pas ! Le mot d'ordre de ce rassemblement était ouvertement raciste, donc contraire à la loi, et nous sommes en droit de nous demander pourquoi il a été autorisé ».

Le lendemain de la dissolution de la Ligue communiste, *l'Humanité* du 29 juin publiait une déclaration du BP du PCF : « Le PCF proteste contre la dissolution dont est l'objet la Ligue communiste ». Le 4 juillet, le Cirque d'hiver accueillait 15 000 parisiens à l'appel du collectif de défense des libertés. Des représentants de la LDH, de la CGT et de la CFDT y prennent la parole avec Jacques Duclos pour le PCF.

Le pouvoir n'hésitera pourtant pas à arrêter et maintenir plusieurs semaines en détention nos camarades Alain Krivine et Pierre Rousset. Mais, au bout du compte, c'est le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin qui quittera le gouvernement le 17 décembre 1973.

J. L.

### ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

# Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



# La campagne en ordre dispersé

*Les trois coups sont frappés. La campagne pour les élections de 1986 entre désormais dans sa phase active. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, chacun se dispose pour cette course au pouvoir. La logique voudrait que chaque bloc aborde uni cette période. C'est cependant le contraire qui se produit, et les dissensions frappent à présent le parti de Mitterrand lui-même.*

Depuis belle lurette, le décor était planté. A droite, par-delà une volonté de revanche qui constitue leur principal ciment, les trois cavaliers de l'opposition s'entredéchirent allégrement. Il n'est pas de sujet qui ne voit rebondir leur querelle. Hier, c'était sur la cohabitation. Aujourd'hui, c'est à propos d'éventuelles listes uniques du RPR et de l'UDF aux législatives. Au choc des ambitions personnelles s'ajoutent des divergences de stratégie de plus en plus affirmées.

De même, c'est sous le signe d'une division exacerbée que les anciens partenaires de l'Union de la gauche abordent la campagne électorale. De la polémique violente, on est désormais passé aux affrontements physiques. Voulant faire oublier ses responsabilités dans la gestion gouvernementale de 1981 à 1984, le PCF s'efforce d'attiser le maximum de brûlots contre les socialistes. Les affrontements de SKF, l'affaire Manouchian, le voyage de François Mitterrand en Languedoc-Roussillon ou le dernier comité central du parti en fournissent autant d'exemples. Renvoyant dos à dos la droite et la social-démocratie, Marchais mise visiblement sur la crise que pourrait ouvrir, au sein du PS, une victoire de la droite en 1986. Loin d'offrir la moindre perspective de combat aux travailleurs pour faire face aux attaques patronales et gouvernementales, les dirigeants communistes n'affichent qu'une préoccupation : restaurer la « crédibilité » de leur parti, mettre un coup d'arrêt à son déclin. « La bataille du renforcement du parti constitue le cœur de la perspective que nous voulons ouvrir dans notre pays », explique ainsi Marchais en conclusion de son

rapport devant le comité central des 24 et 25 juin (voir page 4).

Pourtant, c'est du sein même de la majorité que sont venus les principaux soubresauts, avec la querelle opposant Lionel Jospin à Laurent Fabius. On aurait tort de réduire cette affaire au choc de deux ambitions pour la conduite de la campagne électorale. Bien que cette dimension n'en soit pas absente, la querelle des hiérarques socialistes agit surtout comme un double révélateur.

## Une crise doublement révélatrice

En premier lieu, la crise actuelle met en lumière les projets qui s'élaborent dans les allées du pouvoir. « J'ai entendu développer avec insistance, depuis plusieurs semaines, l'idée selon laquelle il faudrait substituer au Parti socialiste un "front républicain" », écrit par exemple le premier secrétaire dans sa lettre aux membres du comité directeur de sa formation. Voilà plus qu'une confirmation. Victimes de la désaffection de l'opinion populaire, ayant tiré tous les bénéfices possibles d'une union de la gauche qui leur a notamment permis de marginaliser le Parti communiste, nos gouvernants entendent à présent créer les conditions d'un changement d'alliances. En faisant quotidiennement la démonstration de leurs « compétences » dans la gestion des affaires du capital, ils cherchent à exploiter les divisions de la droite, afin de rendre crédible la perspective d'une alliance du PS avec divers secteurs bourgeois.

Reste que ce processus se heurte aux intérêts immédiats de l'appareil socialiste. Non que Jospin et ses amis émettent le moindre désaccord sur la politique d'austérité.

Mais ils craignent qu'un glissement à droite plus accentué n'empêche leur parti de profiter pleinement de la crise du PCF, alors que pour l'heure n'apparaît aucune concrétisation du « front républicain ». De surcroît, la rue de Solferino veut éviter les secousses internes que ne manquerait pas de provoquer l'ouverture d'un débat stratégique à quelques mois du congrès de Toulouse. Le premier secrétaire est, sur ce point, fort explicite : « Il faut maintenir pour les électeurs communistes une perspective, au moment où la crise du PC nous offre un champ plus vaste pour un grand parti de gauche. Parce que c'est ainsi que nos militants se mobiliseront. »

Cette question débouche sur les rapports du PS avec la V<sup>e</sup> République. Le leader socialiste met clairement l'accent sur ce point : « Le Parti socialiste doit-il rester un parti indépendant, conduit par ses dirigeants élus, ou doit-il être "coiffé" par le premier responsable gouvernemental ? » L'une des difficultés majeures du PS depuis 1981 se trouve concentrée dans cette seule question. Confrontée aux institutions gaullistes et à la présidentialisation croissante du régime, la principale force gouvernementale a perdu toute capacité d'initiative. Elle s'est contentée de relayer l'action de l'équipe au pouvoir. Il en est résulté un indéniable dépérissement de sa vie interne comme de ses liens avec le monde du travail, conduisant nombre de militants à s'interroger sur l'utilité même de leur organisation. Larvées depuis quatre ans, les tensions prennent une forme d'autant plus aiguë qu'un changement de stratégie ne peut signifier qu'une autonomie croissante des technocrates de l'appareil d'Etat envers le parti et son état-major.

Cette polémique débouchera-t-elle sur une crise politique ouverte, voire sur une crise de régime ? C'est peu probable. Jospin se contentera sans doute de voir conforter son autorité sur le parti, tandis que Mitterrand et Fabius tireront parti de la querelle pour affirmer davantage leur image de « rassembleurs

des Français ». Jospin appellera d'ailleurs de ses vœux une telle répartition des rôles : « Il y a, c'est le fond de ma pensée, un dispositif à trois : le président de la République qui fixe les grandes orientations et reste notre leader ; le Premier ministre qui dirige la politique gouvernementale ; le Parti socialiste qui appuie cette politique mais fait passer le message socialiste. » Il n'en demeure pas moins que les problèmes soulevés ne manqueront de resurgir à la première occasion, notamment après mars 1986.

## Les travailleurs spectateurs

Rarement autant qu'aujourd'hui les travailleurs se seront sentis plus étrangers à cette agitation de sérail. Les problèmes auxquels ils sont confrontés sont d'une autre nature. Les licenciements s'abattent par milliers, une masse de salariés ne disposent que d'un emploi précaire, le pouvoir d'achat dégringole (voir page 8). En quatre ans, les agissements du pouvoir conjugués à l'inertie des directions syndicales ont conduit à un affaiblissement considérable du front de la classe ouvrière. Les patrons peuvent dès lors étaler leur arrogance et préparer leurs mauvais coups. Ils veulent aboutir à la flexibilité générale du travail, réduire les prestations sociales et les droits des chômeurs, renvoyer de nombreux travailleurs immigrés, et même s'attaquer au SMIC. Claude Archambault, l'« expert social » du CNPF, en vient-il pas de déclarer au

*Nouvel Economiste* : « Avec une croissance nulle au premier trimestre 1985, le bon sens dicte de revoir les modalités de ce qu'on appelle encore le salaire minimum interprofessionnel de croissance. »

C'est dire l'urgence de la construction d'une alternative de classe, capable tout à la fois d'œuvrer à la mobilisation de masse et de faire apparaître une autre voie que celle du reniement, de l'impuissance et de la division. Tel est l'enjeu des mois qui viennent. Et des militants sans cesse plus nombreux en prennent conscience.

Christian Picquet



## Construire une force anticapitaliste

# Une idée qui fait son chemin

La perspective du rassemblement d'une force anticapitaliste alternative, qui rejette tout à la fois la politique gouvernementale et le retour de la droite commence aujourd'hui à se concrétiser. On se souvient que cette question fut au centre des débats de la fête LO-LCR, comme elle le fut aussi au cours des assises « pour des pratiques alternatives ». Le week-end dernier, le conseil national du PSU et le congrès du PCML en ont aussi largement débattu. Mais au-delà des organisations, ce sont aujourd'hui des milliers de travailleurs et de jeunes qui s'interrogent sur les moyens d'y parvenir. Depuis maintenant plusieurs mois, la LCR est partie prenante de cet objectif. Pour aider à sa réalisation, des contacts ont été pris avec une série d'organisations telle que le PSU, le PCML, la FGA, le parti des Verts ainsi qu'avec de nombreux intellectuels et militants syndicaux. Simultanément, au plan local, les militants de la LCR participent aux premiers regroupements qui s'opèrent. Ce projet mettra sans nul doute pas mal de temps à se concrétiser à l'échelle nationale. L'absence de mobilisation de masse ralentit en effet les phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier. Cependant, l'échéance électorale de 1986 va de plus en plus faire apparaître la nécessité d'une telle alternative unitaire. Quelque chose est en train de bouger, comme le montrent les premiers éléments d'information que nous publions ici et qui sont loin de rendre compte de l'ensemble du phénomène. A titre d'information, nous publions également des extraits des résolutions adoptées par le PSU et le PCML et traitant du problème de l'alternative.

**Agen.** Une soixantaine de personnes se sont regroupées dans un collectif alternatif dont les réunions sont mensuelles. La grande majorité des participants n'est membre d'aucune organisation.

**Clermont-Ferrand.** Création d'un regroupement proche de la Fédération de la gauche alternative (FGA) avec une trentaine de personnes et mise sur pied d'un autre regroupement avec des militants syndicalistes, PSU, inorganisés. Des contacts sont en cours entre ces deux regroupements.

**Orléans.** Création d'un collectif pour une alternative, sur la base d'un appel public largement reproduit dans la presse locale. Outre des inorganisés, s'y retrouvent des militants de la LCR, du PCML, du PSU, de l'UTCL.

**Rouen.** Un appel est en circulation à l'initiative de militants de la LCR, de la FGA, d'anciens membres du PSU et d'inorganisés.

**Montbéliard.** Création sur l'usine Peugeot d'un collectif regroupant notamment des militants de la LCR, du PSU et de la Convergence autogestionnaire.

**Louviers.** Un appel de militants circule avec pour but la création d'un « cercle d'étude sociale ».

**Montpellier.** Des inorganisés, le PCML, la LCR, des militants occitans envisagent d'organiser une fête pour l'alternative avec des forums au mois de septembre.

**Nîmes-Alès.** Des contacts sont en cours entre la LCR, le PSU, le PCML et la FGA.

**Laval.** Un projet d'appel est en discussion entre les militants de la LCR, du PCML, du PSU, des écologistes et des militants syndicaux.

**Grenoble.** Des contacts sont pris en vue d'une réunion commune avec la LCR, le PSU, le PCML, la LST, les Verts, des militants CGT de la chimie et CFDT d'Hautex.

**Nantes.** A la suite d'une rencontre pour des pratiques alternatives qui a rassemblé cent cinquante personnes, un comité d'initiative pour une alternative s'est mis en place avec des militants de la LCR, du PSU, de la FGA, des Verts, des inorganisés. Une réunion commune est prévue pour septembre.

**Bretagne.** A la suite d'une réunion d'une cinquantaine de personnes, mise sur pied d'une coordination provisoire pour « un mouvement alternatif unitaire » qui organisera des assises à l'automne. Etaient présents des militants du PSU, de l'UDB, de la FGA, du CODENE, de Frankiz Breizh, d'Autogestion-Ecologie de Rostrenen, de Skol an Emsav, du Groupe Alter breton et du Mouvement alternatif non violent.

**Lille.** Plusieurs rencontres sont en cours avec la LCR, le PCI, le MPT, le PSU, le PCML, la FGA, les Verts.

**Limoges.** Il existe un centre de débats, l'Institut Gramsci, où se retrouvent régulièrement des militants du PC, du PS, du PSU, de la LCR, du PCML. En dehors de ce lieu de débat un regroupement militant se met en place avec

des camarades de la LCR, du PCML et du PSU.

**Périgueux.** Deux cents personnes ont participé à un forum organisé par un Rassemblement autogestionnaire de Dordogne.

**Région parisienne.** Dans

plusieurs entreprises, des réunions unitaires ou des regroupements commencent à voir le jour. Citons notamment Thomson-Malakoff, Chausson, le CEV de Brétigny. A Sartrouville, des réunions publiques par thèmes

sont organisées avec la LCR et le PSU. A Melun, des contacts sont en cours entre la LCR, le PSU, le PCML, des écologistes. Enfin, dans la Seine-Saint-Denis, des contacts sont en cours entre la LCR, le PSU et le PCML.



EXTRAIT DU DOCUMENT DU CONSEIL NATIONAL DU PSU

## Réaliser une convergence alternative

*Le conseil national du PSU vient de se tenir. Il s'agissait de la première réunion nationale de ce parti après le départ d'Huguette Bouchardeau et des partisans de la politique gouvernementale. La nouvelle majorité a donc précisé ses positions vis-à-vis du gouvernement et a discuté de l'alternative. Une délégation de la LCR a assisté à ces travaux. Nous publions ci-dessous de larges extraits de la résolution concernant l'alternative à construire.*

Le PSU propose le rassemblement, sur le terrain social et politique, sur les thèmes suivants :

- emploi, réduction du temps de travail et des inégalités (mesures immédiates et à moyen terme) ;
- lutte contre le racisme et l'extrême droite ;
- lutte pour le non-alignement et le désarmement ;
- lutte pour la décolonisation et solidarité avec le tiers monde ;
- lutte contre le centralisme ;

- lutte pour une autre politique d'enseignement et de formation.

C'est autour de ces thèmes que peut naître un rassemblement dynamique contre la droite, que peut se réaliser une convergence alternative, écologiste et autogestionnaire. Nous n'ignorons pas, syndicalistes, militants du cadre de vie et des mouvements de paix, écologistes, régionalistes, à quel point notre faible expression dans le champ politique limite notre capacité

d'explication, de mobilisation. Nos divisions, nos difficultés tiennent autant à la diversité sociale des secteurs où nous intervenons qu'à notre hétérogénéité politique, y compris dans nos pratiques.

Compte tenu de cette situation, la définition d'un programme alternatif écologiste et autogestionnaire, nécessaire à moyen terme, ne constitue pas un préalable à l'action en commun et à la recherche d'un accord en 1986.

Le processus de convergence pourra conduire à des listes alternatives pour les législatives ou les régionales, là où le débat aura abouti, là où des luttes communes l'auront préparé. Cependant, lorsque le contexte local ne parviendra pas à cet aboutissement, le PSU s'efforcera de présenter ses propres listes.

Favoriser le développement des luttes pour changer la société, moyen le plus efficace pour lutter contre le retour de la droite au pou-

voir, c'est aussi refuser de cautionner une nouvelle fois les orientations et les pratiques politiques et sociales des forces de gauche traditionnelles. En tout état de cause, avec ces forces, le PSU ne peut envisager de participer à une liste, par exemple, de type « front républicain », qui ne lui permettrait pas le maintien de son autonomie et de sa critique à l'égard de la politique gouvernementale, autant qu'à une liste qui mettrait forces de gauche et de droite sur le même plan.

Dans ce contexte, le PSU s'adresse aux organisations et militants pouvant se retrouver dans la démarche de convergence pour que cet espoir se concrétise le plus rapidement possible. Il appelle toutes celles et tous ceux qui souhaitent la présence d'un fort courant autogestionnaire et socialiste capable de mettre en œuvre cette convergence et de redonner un sens à une identité de gauche, à le rejoindre et à travailler avec lui.

**EXTRAIT DE LA RÉSOLUTION  
ADOPTÉE PAR LE CONGRES DU PCML**

# Construire un espoir et une force

Les 22 et 23 juin s'est tenu à Paris le congrès national du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML). Ce parti, qui va changer de nom au mois de septembre, a adopté une résolution sur l'alternative dont nous publions ici de larges extraits. Depuis maintenant un certain temps, la LCR entretient des rapports fraternels avec cette organisation, et nos militants se côtoient dans de nombreuses luttes.

(...) Cette crise généralisée et historique qu'a aggravé l'exercice du pouvoir par la gauche est une donnée fondamentale de la situation. En a-t-on touché le fond ? En a-t-on fait le tour ? Certainement pas. Une des urgences de l'heure est d'en prendre pleinement la mesure, d'être à l'écoute des critiques et rejets, et aussi des attentes et espoirs de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, dans le mouvement ouvrier et populaire, cherchent une alternative. Sans aucun doute, cela nécessite des « retours sur soi » douloureux et de sévères remises en cause dans tous les domaines, culturel, philosophique, politique, organisationnel. Cet effort indispensable constitue une des garanties que l'alternative contribue à l'émergence d'une autre politique, d'une autre façon de faire la politique. Ce faisant, cet effort contribue à la nécessaire recomposition du mouvement ouvrier et populaire et à

forger l'indispensable unité populaire. Il contribue au renouveau et à la recomposition du communisme dans les domaines théorique et politique, dans la conception et les pratiques d'organisation.

Beaucoup de militants et de mouvements politiques, syndicaux, associatifs, antiracistes, écologistes, tiers-mondistes, pacifistes, féministes, des minorités nationales ou culturelles ressentent aujourd'hui l'impérieuse nécessité de sortir du repli sur soi, de chercher des points de contact et de solidarité et d'agir ensemble dans ce sens. Il est urgent de se rassembler en respectant et prenant en compte l'identité des uns et des autres, de leurs expériences, de leurs aspirations, de leurs liens à la réalité car cette diversité même est un gage pour peser sur la réalité et pour engager une dynamique nouvelle.

Une telle dynamique requiert que certaines conditions soient remplies : la

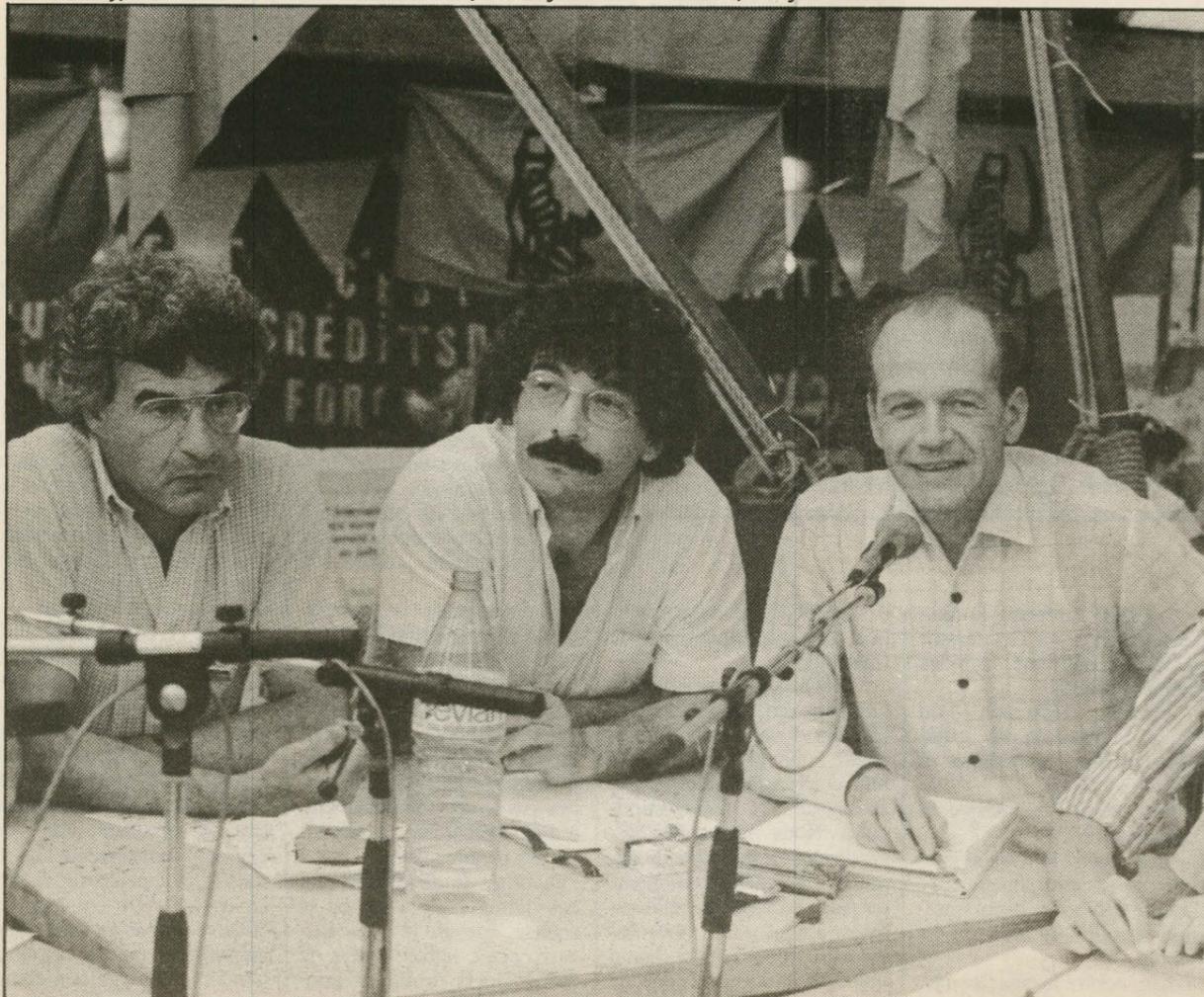
## Vient de paraître



connaissance mutuelle, la confrontation d'idées et de pratiques, l'action en commun, le refus de l'hégémonie de qui que ce soit. Elle implique que priorité soit donnée à la bataille de terrain, dans les lieux que ces militants connaissent et où ils agissent ensemble, au milieu des travailleurs : l'entreprise, la ville, la région. Elle suppose une

grande ambition : entraîner ceux qui cherchent dès maintenant une alternative et en rassembler demain des milliers d'autres aujourd'hui encore sceptiques et en attente. Que chacun éprouve, là où il agit, là où il vit et travaille, qu'ensemble il est possible de concrétiser un espoir et une force pour 1986 et pour l'après-1986.

Pierre Bauby, Jean-Claude le Scornet et Alain Krivine, lors du forum sur l'alternative, à la fête LCR-LO.



## Bientôt les départs en vacances, mais pas de trêve pour la souscription

Chacun s'accorde à dire que la campagne électorale démarre dans le pays. Coups de presse, déclarations, petites phrases, discours démagogiques vont bon train. Les états-majors des grands partis font leurs comptes, équilibrent les futures listes entre représentants de courants, sous-courants, groupes de pression.

Pour la LCR, rien de tout cela. Nous mettons cartes sur table, et cette bataille sera un moment fort de nos activités politiques quotidiennes contre le racisme, contre l'austérité, pour la solidarité avec la Kanaky ou l'Amérique centrale, pour la construction d'une alternative anticapitaliste. Chacun peut juger de cette activité dans les entreprises, les lycées et les localités. Il ne s'agit pas de manœuvres politiciennes à grands renforts de milliards, mais d'une bataille permanente et opiniâtre pour défendre nos idées.

Nous ne pouvons compter ni sur la presse ni sur la télé mais seulement sur les militants et sympathisants de la LCR pour défendre nos idées. Nous ne pouvons non plus compter sur l'Etat, des mécènes, des entreprises, des municipalités pour financer nos activités. Notre seul soutien provient des sommes versées par toutes celles et tous ceux qui partagent nos idées.

C'est pourquoi, dès maintenant, nous lançons cette souscription de 2,5 millions de francs (250 millions d'anciens francs). De juin 1985 à avril 1986, vous pouvez ainsi aider les activités de la LCR en prenant un contrat militant de 20 à 500 francs. Que chacun d'entre vous, avant les vacances, prenne un contrat militant en fonction de ses moyens. Ce sera votre contribution à l'expression des idées des révolutionnaires.

Bagnaux.....	200
Dijon.....	125
5 contrats.....	316
<b>Rouen</b>	
CM, JM P.....	100
CM, Pascal.....	100
CM, normalien.....	30
CM, enseignant.....	50
CM, caissière Carrefour.....	50
CM, G.....	300
<b>Saint-Brieuc</b>	
Benoit.....	150
Le Nantais.....	300
<b>Reims</b>	
CM, G.B.....	50
CM, H.T.....	50
CM, L.Y.....	50
<b>Issy-les-Moulineaux</b>	
D.R.G.....	500
Triel, C.P.....	500
Saint-MaurB, JP.....	2 000
<b>Fédération 78</b>	
CM, Ramos.....	150
CM, Ida.....	60
CM, Juju.....	60
CM, G.A.....	100
CM, Catherine.....	50
<b>Beauvais</b>	
Yves.....	100
Dominique.....	100
Catherine.....	100
Gaby.....	200
Parents militante.....	220
<b>Mâcon</b>	
Pour une force anticapitaliste.....	300
Paris, Ernesto.....	200
Sarcelles, CM, LV.....	300
Romans, CM, RN.....	200
<b>Paris</b>	
SNCF, direction V, militant CFDT.....	60
Auxerre, CM, BP.....	100
<b>Lille</b>	
Michael, soutien à la révolution salvadorienne.....	150
Fabienne.....	100
<b>Le Mans</b>	
Chambéry, François.....	43,50
Anonyme, sur le marché.....	3,50
Alain.....	50
Anonyme, sur le marché.....	10
CM, Pascal.....	317
Ahmed.....	3,50
Lucien.....	40
CM, Isabelle.....	100
Parents militant.....	250
<b>Fédération 75</b>	
Impôts.....	132
PTT10.....	200
SNCF.....	100
Compagnie bancaire.....	76
CM, impôts.....	100
Télécoms.....	100
SNCF.....	2'00
Presse.....	300
Assurances, Annie, David, Marie-France, Gérard, Annie-Claude, Martine, Denis, Marie-Marthe, Alain, Philippe, Gaëtan, Marilyn, Margareth, Patrick.....	590
Sud-est.....	94
<b>Total semaine.....</b>	<b>10 180,50</b>

## LA PAROLE A EUGENE DESCAMPS

# «Le projet syndicaliste doit s'exprimer dans l'autonomie à l'égard du gouvernement socialiste»

*Nous publions ici de larges extraits d'un texte d'Eugène Descamps. Centré sur les débats d'orientation de la CFDT et adressé aux dirigeants de la fédération Hacuitex, il a une portée beaucoup plus générale dans la situation politique actuelle. Il est, à ce titre, une importante contribution au débat dans le mouvement ouvrier.*

Il est naturel qu'au sein d'une organisation démocratique s'expriment des points de vue différents. Le congrès est un moment important, privilégié, du débat démocratique qu'il convient de saisir pour confronter les points de vue et définir des orientations solides (...)

S'agissant du patronat, je partage le sentiment que vous exprimez. Dans la foulée d'une restructuration capitaliste à l'échelle mondiale, inspirée d'un libéralisme envahissant, hostile à toute véritable négociation, il gagne du temps en vue d'une « reconquête » des acquis sociaux et du droit syndical. Peu soucieux de l'intérêt général, il œuvre et se prépare à rétablir son pouvoir hiérarchique, à liquider les progrès enregistrés depuis 1968.

Du côté gouvernemental, nos craintes se sont malheureusement révélées justes. Quel que soit le domaine (économique, financier, international), la pratique devient nettement libérale. Qu'y a-t-il de socialiste dans les positions du Premier ministre actuel ? Les acquis sociaux de 1981-1982 sont déjà loin, depuis plus de deux ans les salariés (chômeurs ou actifs) assument, en priorité, les sacrifices.

Il est également choquant que les décisions concernant les restructurations industrielles soient prises... en accord avec le patronat, les apporteurs de capitaux... sans se soucier des syndicats et des travailleurs. Il est vrai que les insuffisantes réactions et protestations laissent

les cabinets ministériels ou administrations agir comme des seigneurs dotés de tous pouvoirs.

Si contrôle et rigueur doivent s'exercer, c'est bien à l'égard des décisions politiques et administratives. Sans commenter les réformes abandonnées (fiscalité, distribution, enseignement), les promesses non tenues (réduction des ventes d'armes, contrôle des sociétés multinationales, aide accrue au tiers monde), je pense que c'est une escroquerie que de parler de politique socialiste. Beaucoup de travailleurs estiment déjà et estimeront aux législatives de 1986 de leur devoir de s'abstenir et de réagir plutôt que de perpétuer des mensonges. Sans entrer dans une analyse historique, on peut se demander si un gouvernement « pseudo-socialiste » ne crée pas les conditions les meilleures pour l'établissement d'un régime droitier ou fasciste ; l'écœurement est alors tel qu'il n'y a aucune réaction et même appel à un pouvoir fort (le gouvernement G. Mollet, la guerre d'Algérie, le putsch d'Alger en 1958, le retour de De Gaulle).

Si l'on considère qu'au chômage, à la perte de pouvoir d'achat viennent s'ajouter des conditions de travail souvent pénibles et parfois inhumaines (je pense en particulier aux OS de nos industries et du commerce exploités par des cadences excessives, par une organisation et un contenu du travail médiocre), comment peut-on être étonné du découragement du monde du travail. D'autant plus que sévit une division syndicale jamais connue depuis vingt ans, aucun signe n'annonçant une recherche commune et un minimum de concertation.

Comme l'indiquait récemment la presse, le patronat a beau jeu de faire état des divergences syndicales pour démontrer que les négociations sont difficiles, sinon impossibles. Il serait vain d'attendre des résultats d'une éventuelle « concertation » ou de négociations avec

le CNPF tant que le rapport de forces nous sera défavorable. Or celui-ci le deviendra encore plus, car au plan politique, Fabius et son gouvernement s'inscrivent à plus forte dose encore dans le libéralisme, c'est-à-dire dans les concessions aux intérêts privés. L'opposition fourbissant ses armes et ses plans pour « déréglementer » et mettre en pièces dès 1986, code du travail et droits syndicaux, tandis qu'au plan économique se poursuivra la baisse des revenus pour les salariés, ce qui permettra aux entreprises de rétablir des profits éventuellement pour investir... en vue de supprimer des emplois.

Une règle : agir et négocier là où le problème se pose, de l'atelier à l'économie nationale. Pour cela bien préciser à quel niveau, dans quel cadre se situe la question.

☆☆☆

Au plan international, outre une action commune coordonnée par la CES sur des objectifs communs (trente-cinq heures) et le soutien aux luttes des pays voisins, doit s'exercer la solidarité avec le tiers monde.

Il y a urgence à populariser la notion de « normes minima équitables » (salaires, garanties sociales, retraites, protection des femmes et des enfants) dans les PVD et les pays nouvellement industrialisés. L'exploitation dans ces pays permet d'ailleurs d'obtenir, au nom de la compétitivité, la suppression d'avantages divers et des salaires médiocres dans nos pays. Sans protection sociale, exigée au niveau international, il y aura toujours quelque part un enfant ou un « sans-emploi » acceptant de travailler au salaire de quelques francs ; dans le pays voisin on proposera un bol de riz pour être meilleur marché et ainsi de suite (...)

Nos destins sont solidaires ; les combats pour le droit à la vie dans la dignité et les libertés en Pologne, Corée, Afrique du Sud, Amérique latine, etc. sont aussi les nôtres.

☆☆☆

Pour moi, le plus urgent est de se mettre en état de résister à la restauration conservatrice qui s'amplifie chez nous et à travers le monde. Pour ce faire, il faut conquérir les esprits, expliquer, crier que nous ne disposons pas de trop de pouvoir syndical, mais que concrètement nous sommes marginalisés lorsque se prennent les décisions qui comptent dans l'entreprise, la branche, l'économie nationale et internationale.

Vis-à-vis du pouvoir politique il ne s'agit pas de systématiser les critiques, mais de faire connaître clairement, fermement les positions syndicalistes face à chaque question nous concernant. Le projet syndicaliste doit s'exprimer dans l'autonomie à l'égard du gouvernement socialiste. Pourquoi le vrai début du siècle, de 1936, de 1956 serait-il faux aujourd'hui ? Nos exigences seraient-elles désormais satisfaites ou abandonnées ?

Eugène Descamps

## Toujours militant

Eugène Descamps, secrétaire général de la CFTC en 1961, puis de la CFDT jusqu'en 1971, a été l'un des principaux artisans de l'évolution de la CFTC. Ancien militant et dirigeant de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), il devint dirigeant de la métallurgie CFTC en défendant une orientation socialiste. La minorité, aile marchante de la centrale, devint progressivement majoritaire, entre la fin de l'année 1957 et 1961, puis réussit la « déconfessionnalisation » sans « casser la baraque » en 1964.

Quelles que puissent être nos divergences sur telle ou telle option, dans telle ou telle circonstance passée, il n'en reste pas moins une base d'accord substantielle : le syndicat est un outil de mobilisation pour construire le rapport de forces vis-à-vis du patronat. Il nous paraît donc parfaitement utile de faire connaître à nos lecteurs où en est la réflexion d'Eugène Descamps aujourd'hui.

Tout d'abord envoyé en deux exemplaires, un à la fédération Hacuitex et un à Edmond Maire, ce texte est parvenu à la presse, un ou des membres de la commission exécutive confédérale en ayant reproduit en trop grand nombre pour leurs collaborateurs... Est-ce par manœuvre tortueuse ou par simple maladresse ? Peu importe aujourd'hui. Pour éviter que la fédération Hacuitex se trouve accusée, elle, de manœuvre, Eugène Descamps a demandé que ses réflexions soient rendues publiques. Diffusées lors du congrès confédéral, après les votes, il est du domaine public. Ayant parfaitement l'autorisation de le reproduire, nous ne pouvons que souhaiter n'être pas les seuls à le faire.



En 1964, la CFTC devient la CFDT. Une scission de 10 % des effectifs formera la « CFTC maintenue ». Un an après, la CFDT décide de proposer l'unité d'action interconfédérale à la CGT et FO ; cette dernière refuse. Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT jusqu'en 1971 a été secrétaire général de la CFTC à partir de 1961 : la « minorité » d'orientation socialiste a « changé la maison » sans « casser la baraque ».



CRISE

# Trois ans à leur profit

Les choix gouvernementaux de 1982 et 1983 portent aujourd'hui leurs fruits : profits patronaux en hausse, pouvoir d'achat en baisse. Les documents publiés ces derniers temps par l'INSEE et le Centre d'étude des revenus et des coûts le prouvent.

Du jamais vu depuis 1958 : le pouvoir d'achat, calculé sur le taux des salaires horaires, a baissé en 1984. Les autres données confirment cette réalité. Le pouvoir d'achat des salaires nets des ouvriers, des employés et des agents de maîtrise a baissé de 1 % et de 2,2 % selon les cas. Cela se traduit par une baisse de 7,12 % de la consommation de « biens durables » (automobiles, meubles, etc.) et de 3,8 % des dépenses d'habillement.

Même le pouvoir d'achat du SMIC est atteint. Après une hausse d'environ 15 %

tronaux (voir tableau ci-contre). On peut constater plusieurs faits qui contredisent les pleurs des chefs d'entreprises.

### Entreprises heureuses...

Certes, les cotisations sociales payées par les entreprises (14,2 % de la valeur ajoutée) sont plus élevées qu'en 1971-73. Mais elles sont équivalentes à celles versées en 1980, du temps de Raymond Barre. Certes encore, les impôts payés par les en-

la crise existe, et on peut en voir la trace au niveau des intérêts versés par les entreprises pour rembourser investisseurs et créanciers divers. Il représente 9,1 % de la valeur ajoutée contre 6,9 % en 1971-73. Mais, là encore les mesures gouvernementales favorables au patronat portent leurs fruits : les intérêts versés ont, malgré l'approfondissement de la crise, amorcé une baisse depuis 1982.

### ... Et destructions d'emplois

La marge d'autofinancement des entreprises est très largement rétablie. A 82,4 %, celles-ci peuvent payer elles-mêmes leurs investissements sans avoir recours à des aides de l'Etat. Ce qui diminue d'autant les contrôles publics et l'encadrement de l'activité économique par le gouvernement. Cela ne rétablit cependant pas la part de la valeur ajoutée consacrée à l'investissement. Cette dernière représente 16,6 % en 1984-85 contre 20,9 % en 1971-73.

Autrement dit, et comme on le savait déjà, en période

### Dernières informations connues valeur ajoutée, profits, investissements

Résultat des entreprises (% VA)	71-73	75	80	82	83	84	85
Taux de marge (a)	29,0	25,3	24,6	24,1	25,2	26,7	29,1
Intérêts versés (intérêts/VA)	6,9	7,9	8,6	10,2	9,8	9,6	9,1
Impôts	3,5	3,1	3,5	3,3	3,0	2,9	3,3
Cotisations sociales	11,1	12,9	14,2	14,6	14,7	14,6	14,2
Salaires (cotisations sociales incluses)	65,1	69,3	69,7	70,7	69,7	67,9	65,6
Taux d'épargne (épargne/valeur ajoutée)	14,9	10,9	11,6	9,0	10,6	12,2	14,5
Taux d'investissement (investissement/valeur ajoutée)	20,9	19,1	29,3	18,2	16,9	16,8	16,6
Taux d'autofinancement (part autofinancée des investissements en matériels ou en stocks)	64,1	61,7	53,9	48,2	62,5	69,6	82,4

VA : valeur ajoutée.

(a) : taux de marge : il permet de mesurer ce qui reste à l'entreprise pour renouveler son matériel, investir, rembourser ses créanciers verser des dividendes, payer l'impôt sur le bénéfice.

de crise capitaliste, le « rétablissement de la santé des entreprises » n'entraîne pas une reprise des créations d'emplois. Tout au contraire. Les investissements servent surtout à produire autant avec moins de salaires, ce qui se reflète dans le fait que les offres d'emplois ont diminué

de 6,3 % en un an.

En revanche, les moyens financiers de nouveau disponibles passent bien quelque part. Les placements en Bourse ont augmenté de 27 % durant les six premiers mois de 1985. Quand on sait que 1 % de la population française possède 47 % des ac-

tions, est-ce exagéré de dire que les riches deviennent plus riches ?

« De toutes les forces de la France », disait Mitterrand en 1981. Les résultats sont clairs : les sacrifices du plus grand nombre pour le profit de quelques-uns.

P. R.



Quatre ans de gouvernement de gauche... Pour les spéculateurs, c'est la fête tous les jours.

(sur les 30 % de retard dénoncés par les syndicats en 1982), il a stagné en 1983 et baissé de 0,3 % en 1984, selon l'indice INSEE particulièrement peu fiable en ce qui concerne le pouvoir d'achat des smicards... Bref, les travailleurs paient les frais de la crise.

Une comparaison systématique avec les résultats de 1973 montre, à l'inverse, le rétablissement des profits pa-

treprises (3,3 % de la valeur ajoutée) sont aussi élevés qu'en 1982. Mais ils sont sensiblement inférieurs à ce qu'ils représentaient en 1973 (3,5 %) ou en 1980.

Allons maintenant à l'essentiel, c'est-à-dire au taux de la plus-value dégagée. Il sera en 1985 égal à celui des années 1971-73. Sous l'appellation de « taux de marge », on peut voir comment il se redresse depuis 1982. Certes,

### Editorial des feuilles d'entreprises

## Reagan a les mains libres au Nicaragua !

Les parlementaires américains ont fait ce qu'ils n'avaient pas osé jusqu'à présent, eux qui se proclament en majorité hostiles à Reagan. Ils viennent de voter la possibilité, pour le président américain, d'accorder vingt-sept millions de dollars d'aide aux contre-révolutionnaires qui chaque jour ensanglantent le Nicaragua.

En même temps, suprême hypocrisie, ils autorisent la CIA « à reprendre ses activités de renseignements au Nicaragua » !

Depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, Reagan-la-guerre a décrété le blocus économique du Nicaragua. Dur coup pour un pays dont l'essentiel des exportations et importations dépendaient des USA depuis des dizaines d'années. Le prétexte de cette offensive, c'est la visite officielle du président du Nicaragua, Daniel Ortega, dans les pays de l'Est.

### Notre camp celui du Nicaragua

Tout les va-t-en-guerre, du P-DG Tapie à Montand, vulgarisateur des bienfaits de la guerre, peuvent se frotter les mains. Ils avaient récemment lancé un appel pour que Reagan puisse « rétablir la liberté au Nicaragua ». Mais qu'est-ce donc que cette liberté sinon celle des dictateurs et des firmes multinationales dont ils se font les défenseurs contre un peuple qui entend prendre en main son propre destin.

Contre les Reagan et ses alliés, les travailleurs, tous ceux et celles qui sont attachés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se doivent de redoubler de vigilance et de riposter, par la mobilisation, contre toute agression contre le peuple libre du Nicaragua.

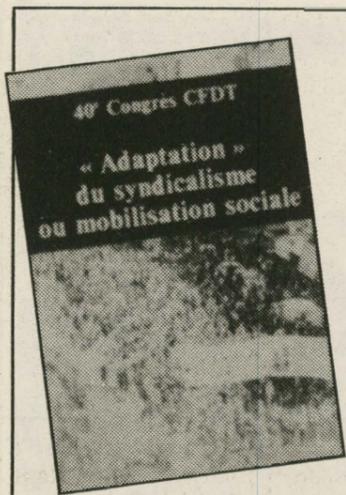
### Menace d'intervention militaire !

Non content de tenter d'asphyxier économiquement un pays pour pouvoir ensuite accuser ses dirigeants d'incompétence, non content de développer une stratégie d'intimidation en multipliant les manœuvres militaires de débarquement dans les pays limitrophes, Reagan a obtenu la possibilité de légaliser la situation permanente à laquelle conduit son aide systématique aux contre-révolutionnaires.

Désormais, tout est possible. Rappelons-nous que pour commencer l'intervention en Indochine, Johnson n'avait pas hésité à monter de toute pièce une prétendue agression du Nord-Vietnam.



### Vient de paraître



LILLE-TOURCOING

# Le racisme au quotidien

*Roland Castro, architecte, maître d'œuvre des projets élyséens de replâtrage des banlieues grises, annonçait récemment sa volonté de réactiver ou d'implanter des bistrotts dans les grands ensembles. Loin de nous l'idée de nier la fonction sociale des bistrotts. Deux affaires récentes ayant eu pour cadre des débits de boisson sont pourtant venues nous rappeler quelques réalités brûlantes.*

Omar Lahrir, ouvrier algérien, a repris un bar de Tourcoing, l'Escargot. Celui-ci deviendra un peu le rendez-vous des Beurs qui viennent y tuer le temps. L'indice est suffisant pour en faire un lieu suspect aux yeux des policiers. Les rondes se multiplient. Les flics font pression sur Omar Lahrir pour qu'il donne des noms. Forcément, s'il y a des jeunes, il y a de la drogue !

Omar explique que son métier est d'être gérant de café et non indicateur de police. Le 12 avril dernier, une patrouille de police l'embarque pour contrôle d'identité, sans lui laisser le temps de présenter ses papiers. Il est emmené au commissariat. Il y subit un tabassage en règle : abdomen perforé (il a subi trois interventions chirurgicales), quatre mois d'incapacité de travail.

Si le juge d'instruction a inculpé quatre policiers dont un brigadier-chef, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) accrédite,

elle, la thèse d'un coup de coude malencontreux. Aucune sanction administrative n'a été prise. Bien au contraire ! Le directeur départemental des polices urbaines du Nord est même allé jusqu'à déclarer : « Les Arabes ont la particularité bien connue de souffrir de fragilité abdominale due aux conditions de vie en Afrique. » Fermez le ban !

La seconde affaire est plus récente. Mercredi 12 juin, à 1 heure du matin, Alain et quatre de ses camarades reviennent du centre de Lille. Sur la place du marché de Wazemmes, le bar où ils ont l'habitude de jouer au flipper et au baby-foot est encore ouvert. Ils y entrent. Le patron d'un bistrot voisin, passablement éméché, est accoudé au comptoir. L'individu affiche ostensiblement ses sympathies pour le Front national, dont des affiches décorent son échoppe. Il jure à qui veut l'entendre qu'« il veut se faire du jeune », depuis que son bistrot a été cambriolé

trois mois auparavant. Des témoins l'ont d'ailleurs déjà vu menacer des jeunes du quartier avec un revolver.

Djamel, l'un des jeunes présents, est l'objet de ses menaces. Alain s'interpose. Les cinq jeunes qui venaient d'entrer dans le bar décident d'en ressortir. Le patron de bistrot les suit, les interpelle à nouveau et sort son 6,35.

Un premier coup de feu en l'air, puis une balle dans le dos d'Alain. Les jeunes

s'éparpillent en courant, tandis que l'admirateur du Front national vide son chargeur dans leur direction. Alertés, les policiers l'interpellent peu après, alors qu'au volant de sa voiture, il continue à chercher les adolescents. Il est toujours en possession de son 6,35 chargé, de trente-sept cartouches et d'un fusil à pompe chargé.

L'affaire n'est cependant pas finie. A 8 heures du matin, les cinq jeunes verront

leur domicile perquisitionné par les flics. Quand, dans l'après-midi, la mère de l'un d'eux vient déposer plainte au commissariat, on refuse d'enregistrer sa demande, un policier de service commentant : « Vous savez, on peut s'arranger pour que les perquisitions donnent quelque chose. » Fermez le ban, deux fois !

Des collectifs se sont regroupés à partir de ces deux affaires pour tenter de faire toute la vérité, de débanaliser

les faits, d'éclairer les responsabilités et de dénoncer cette insécurité au quotidien dont les jeunes et les immigrés sont victimes. Malgré la fête de la Concorde, les crimes et les agressions continuent tous les jours. Et ils sont attisés par le climat de haine entretenu par la droite et l'extrême droite qui gangrène également le corps policier. Un rassemblement et une conférence de presse se sont tenus jeudi 20 juin place du marché de Wazemmes.

Vieux stief socialiste, vitrine sociale de « Gros Quinquin », et la réalité du racisme contre les jeunes et les immigrés.



## Des moyens pour les «craignos»

Wazemmes, vieux quartier de Lille à forte concentration ouvrière et immigrée : les jeunes s'organisent et créent leur propre association : « les Craignos ».

Expérience exemplaire d'une association mise sur pied à l'initiative des jeunes leaders du quartier, avec l'appui du club de prévention et qui, depuis sa création en 1983, participe à toutes les mobilisations des jeunes immigrés de la deuxième génération et au travail d'animation des quartiers en direction des jeunes.

Cette initiative a été louée au plus haut échelon... jusqu'à ce qu'il s'agisse de l'agréer en tant que structure d'animation spécialisée. Que les jeunes s'organisent, à plus forte raison qu'ils jouent un rôle d'encadrement social, tout le monde ne peut que soutenir. Mais certains ne sont pas loin de penser qu'il serait tout de même dangereux de remettre les clés de l'animation sociale à ces

leaders que l'on contrôle peu ou mal, à l'heure où la municipalisation des équipes d'animation serait plutôt le leitmotiv. Ce dernier projet va plutôt dans le sens du contrôle social que dans celui de la réponse aux besoins sociaux des jeunes. Enfin, ceux-là mêmes qui, du côté des élus et du PS en particulier, seraient prêts à tenter le risque de cette expérience s'enferment en faisant valoir le coût de la prévention et de l'animation spécialisée. Ils se disent d'accord pour financer un poste budgétaire aux « Craignos » à condition de réduire les moyens d'existence des équipes déjà en place.

C'est pour répondre à cette situation bloquée que la CGT et la CFDT Santé-Action du Nord ont pris position dans un texte commun, indiquant qu'il n'était pas question pour elles de sacrifier à la mode de l'austérité, tout en assurant « Les Craignos » de leur soutien total.

## Transports municipaux

# Sur le dos des chômeurs

*Dans la communauté urbaine présidée par les socialistes, le consensus est déjà de rigueur sur le dos des chômeurs, notait un représentant de la CFDT, lors d'une récente conférence de presse.*

En 1978, la communauté urbaine de Lille décidait d'accorder aux travailleurs privés d'emploi une carte de libre circulation dans les transports en commun. Le 21 décembre 1984, la même instance décidait de revenir sur les conditions d'attribution de cette carte, à compter du 1er avril 1985. La gratuité des transports est restreinte du lundi au vendredi de 5

heures à 18 heures. Tout bénéficiaire doit justifier d'un domicile fixe et fournir une quittance de loyer, un certificat de non-imposition et l'original du titre de paiement des ASSEDIC pour le mois précédent, ou l'attestation de fin de droits.

Alors que l'on dénombrait, fin 1984, vingt deux mille cartes distribuées, le nombre en a été ramené à huit mille,

alors que l'on recense cinquante cinq mille chômeurs dans la région Lille-Roubaix-Tourcoing. Une telle politique ne peut que réduire les chômeurs à l'inactivité et à la marginalisation. Il faut en effet souligner qu'un ticket, sur le réseau de la communauté urbaine, coûte six francs.

Ces décisions ont été approuvées à l'unanimité des cent quarante membres de la communauté urbaine présidée par le PS, et où le PS et le PCF sont largement majoritaires. Un collectif « carte Iris » (du nom donné à la nouvelle carte de transport) s'est donc mis en place sur Lille-Roubaix-Tourcoing, re-

groupant les unions locales CFDT, le PSU, la JOC et la JOCF, la CSCV et le Syndicat des chômeurs. Il fait circuler des pétitions réclamant, entre autres, le retour à l'ancien système d'attribution des cartes gratuites de transport et son extension aux tucistes ainsi qu'aux stagiaires. Un rassemblement s'est tenu devant la communauté urbaine lors de son dernier conseil. La LCR s'est associée à cette initiative.

Page réalisée par notre correspondant, Patrick Debrest.

CONGES-CONVERSION

# Une provocation patronale de plus

*Le projet d'accord proposé par le CNPF le 24 juin concernant les congés-conversion ressemblait tout à fait à une provocation. Celle-ci reflète parfaitement la politique d'ensemble du patronat aujourd'hui. La déclaration commune des cinq syndicats présents à cette négociation ne suffira évidemment pas à la mettre en échec.*

Lundi 24 juin, le CNPF n'avait aucune intention de négocier. C'est une évidence. Bousculé en décembre par l'échec des accords sur la flexibilité du temps de travail, en juin il s'est contenté de réaffirmer, à propos des congés de formation-reconversion (CFR) : « Ce sera la flexibilité ou rien ! » Il a suffi aux représentants des confédérations syndicales réunis au siège du patronat d'une seule lecture du texte qui leur était proposé pour s'en convaincre. Une fois n'est pas coutume !

Le projet proposé par le CNPF résume bien les atta-

pendant leur congé de conversion.

☆ La rémunération au cours du stage serait financée par les salariés — ceux-ci renonçant à leurs indemnités de préavis — par l'Etat et l'UNEDIC. L'entreprise verserait un quart du salaire... qui lui serait remboursé (!) si elle emploie moins de cinquante salariés.

☆ Le contrat de formation-reconversion durerait au maximum six mois et non un an. Il serait rémunéré à 60 % du salaire moyen des trois derniers mois. Faute d'emploi à l'issue de leur stage, les travailleurs concernés perce-

S'engager dans la négociation des congés-conversion signifiait déjà pour les syndicats légaliser et cautionner les licenciements patronaux. La spirale des concessions à la logique patronale est sans fin. Les négociations permettent au patronat de pousser l'avantage en exigeant de nouvelles extensions de la liberté de licencier.

Le refus commun de la CGT, de la CFDT, de la CFTC, de FO et de la CGC de négocier le texte qui leur était proposé a-t-il « mis le CNPF au tapis », comme le titrait *l'Humanité* du 25 juin ? Rien n'est moins sûr, seule une mobilisation sociale indispensable pouvant mettre fin aux attaques du patronat. Jusqu'à présent, les centrales syndicales concernées n'en prennent pas le chemin, c'est le moins qu'on puisse dire.

### Urgence !

Il y a pourtant urgence. La provocation du CNPF sur les congés-conversion prend place dans une politique d'ensemble. Le patronat, encouragé par l'accroissement de ses profits dont il mesure la santé quotidiennement en Bourse, se sent des ailes. La flexibilité s'instaure par petits bouts dans des entreprises isolées les unes des autres. Dernier exemple en date, Pernod-Créteil (groupe Pernod-Ricard), où la CGC, FO et la CGT viennent de signer

un accord d'entreprise qui légalise les variations d'horaires hebdomadaires, de 37 heures 30 à 43 heures 30, selon les besoins de l'entreprise.

### Le puzzle de la flexibilité

Le cas — et il en existe bien d'autres — est à méditer pour ceux qui se laisseraient tenter par le piège des accords négociés entreprise par entreprise, après l'échec des négociations nationales.

Le patronat attend également avec un certain intérêt les conclusions de la mission confiée par le Premier ministre au député socialiste Dominique Taddei : l'étude des modalités d'allongement de la durée des équipements. Celles-ci remettront sur le tapis l'aménagement du temps de travail. « *Morceau par morceau*, conclut l'hebdomadaire patronal *l'Usine nouvelle*, le puzzle de la flexibilité, brouillé par le refus syndical de signer le protocole d'accord de décembre 1984, se reconstitue. »

Coincidence significative ou goût de la provocation renforcée, le CNPF avait également choisi la date du lundi 24 juin pour tenir une conférence de presse exigeant la réforme des droits de succession ! Son exigence ? Permettre aux héritiers des entreprises privées d'encaisser le pactole à moindres frais. Ah, le libéralisme ! On promet aux uns des richesses en héritage et aux autres un avenir flexible !

Michel Morel



Louis Viannet (CGT) et Jean Kaspar (CFDT) au siège du CNPF, lors des négociations sur la flexibilité : « T'as rien compris au film »...



Négociez, négociez, il en restera toujours quelque chose...

ques qu'il compte porter contre les travailleurs dans les mois qui viennent. Il n'est donc pas inutile de les rappeler.

☆ Les congés de conversion (ou CFR) ne seraient applicables que dans les entreprises licenciant plus de dix salariés à la fois.

☆ Les salariés licenciés acceptant un contrat de conversion (ils auront quinze jours pour se décider) verraient leur contrat de travail avec l'entreprise rompu. Et ce sans que les procédures légales concernant les licenciements individuels, économiques, ou même celles garantissant les salariés protégés (mandat syndical, délégués du personnel, etc.), soient appliquées. Ils seraient inscrits à l'ANPE

vraient leurs droits à l'assurance chômage durant dix mois, au lieu de douze actuellement.

☆ L'autorisation administrative de licenciement ou d'embauche dans les douze mois qui suivent un licenciement économique serait supprimée.

### « Le CNPF au tapis » ?

Liberté de licencier et d'embaucher aux frais de l'Etat et des salariés ; légalisation d'un double statut, les travailleurs licenciés par chartre de plus de dix ayant droit aux congés-conversion et ceux des petites et moyennes entreprises se les voyant refuser : tout se tient.

## AULNAY-SOUS-BOIS

# La droite contre les services municipaux

*A Aulnay-sous-Bois, municipalité passée à droite aux élections de 1983, la tentative de liquidation de la Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) pour les jeunes sans qualification présage d'autres attaques contre le personnel communal ainsi que la privatisation de pans entiers du service public...*

En octobre 1983, la droite gagnait la mairie d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Depuis, les attaques contre les services sociaux et le personnel communal se sont multipliées. Le dernier mauvais coup a consisté à remettre en cause l'existence de la Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), une structure d'accueil des jeunes sans qualification, et à licencier sept animateurs des centres de loisirs.

Face à ces attaques, la ri-

poste a été organisée par les deux syndicats du personnel concerné, l'USPAOC-CGT et le SCARC-CFDT. Et elle a permis de marquer un certain nombre de points. Ainsi, le tribunal de grande instance a refusé le dépôt de bilan de la PAIO présenté par le maire, le déficit de l'association n'existant qu'en fonction du refus de la municipalité d'encaisser et de demander des subventions gouvernementales qui se montent à plusieurs milliers de francs. Quant à l'inspection du Tra-

vail, elle a refusé la demande de licenciement économique des animateurs. La municipalité a immédiatement réagi en demandant le licenciement du délégué USPAOC-CGT pour « faute professionnelle grave ».

Ces attaques répétées se sont heurtées à une large mobilisation. Ainsi, une manifestation organisée par les deux syndicats et soutenues par le PCF, le PS, LO, la LCR, la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) et des enseignants, a réuni cinq cents personnes à Aulnay, le 21 juin. Une pétition a recueilli trois mille cinq cents signatures et un nouveau rassemblement est prévu, devant la mairie, lors du prochain conseil municipal.

L'enjeu est d'importance car la municipalité vise deux objectifs. Le premier consiste à s'en prendre à l'ensemble des travailleurs communaux

en supprimant les acquis obtenus les années précédentes, en bloquant les salaires et en supprimant plusieurs postes de travail, tout en utilisant les emplois précaires parallèlement (l'embauche de cent TUC est prévue pour septembre).

Le deuxième doit permettre le démantèlement du service public et social, dont des pans entiers vont être privatisés. Dans ce cas précis, cela signifie la suppression des camps de vacances, un nombre encore plus limité d'enfants pouvant partir (alors que les tarifs des colonies de vacances ont déjà augmenté de plus de 40 %), la non-prise en charge des jeunes sans emploi et sans formation. A toutes les conséquences qu'une pareille politique peut avoir dans les cités, la municipalité répond par avance, par la présence accrue des flics de sa police municipale.

Georges Aguirre



## FRANCE-ALGERIE

## Des femmes en lutte pour leurs droits

**Dérangeant le jeu diplomatique, cinq mères « occupent » l'ambassade de France à Alger pour obliger les gouvernements à sortir de leur indifférence face au drame de l'enlèvement des enfants issus des couples « mixtes ».**

Cinq femmes de nationalité française veulent obliger les autorités françaises et algériennes à ne plus ignorer leur situation et à faire respecter leur droit de garde auprès de leur enfant, enlevé par le père.

Elles ne sont pas seules dans cette situation : quelque trois cents dossiers similaires transitent entre la France et l'Algérie, et des cas innombrables sont relevés entre les différents Etats du monde.

Pour Jocelyne, Nicole, Marie-Paule, Hélène et Marie-Anne, le scénario a été à peu près le même. Alors que les tribunaux français — et même algérien pour l'une d'entre elles — leur avaient confié la garde de l'enfant, le père usait abusivement de son droit de visite pour emmener l'enfant en Algérie. Certaines n'ont pas pu voir leur enfant pendant plusieurs années, ni même avoir de ses nouvelles.

## Détermination sans faille

« Aujourd'hui, après avoir épuisé toutes les voies juridiques et toutes les voies de dénonciation classiques, elles ont pris le risque de déplaire et de faire connaître leur nom et leur histoire », peut-on lire dans le dossier donné à la presse par le Collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés (soutenu par la Ligue des droits des femmes, la CIMADE, le MFPP et plusieurs autres associations). Ces cinq femmes sont en effet déterminées à aller

jusqu'au bout, « à faire la grève de la faim si c'est nécessaire pour obtenir gain de cause ».

Le fait que ces drames interviennent dans des couples « mixtes » et que les deux parents concernés vivent dans des pays différents, avec des législations particulières, rend sans aucun doute la situation encore plus difficile. Pour autant, cela n'enlève rien à la légitimité de la revendication de celles qui refusent que leurs enfants « deviennent l'enjeu de la revanche conjugale », un moyen de pression et de chantage, intolérable pour elles.

Pour que la seule résolution de ces conflits douloureux pour tous ne soit pas le rapport de forces, la loi du plus fort s'exerçant bien évidemment sur le plus faible — en dernier vient l'enfant —, elles réclament « l'arbitrage des Etats pour aboutir à des solutions humaines et équitables pour tous ». C'est dans ce sens qu'elles sont intervenues auprès de la Commission des droits de l'homme aux Nations unies, le 6 mars dernier.

Le problème des enfants enlevés par leur père avait déjà été posé l'année dernière avec l'opération « Un bateau pour Alger ». Il avait fait les choux gras de la presse, particulièrement en France, bien évidemment. Et les milieux politiques s'en emparèrent. A droite, pour alimenter le racisme et la xénophobie ambiante. A gauche, au gouvernement notamment, pour faire pression sur le gouvernement algérien au moment de la négociation

de l'accord sur le gaz. L'accord passé, l'affaire était retombée dans l'oubli.

## Promesses non tenues

Le Collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés tire de tout cela un bilan sévère. Des promesses qui leur avaient été faites par les gouvernements algérien et français à l'époque (« engager une négociation pour une convention » et pour régler les cas concrets), rien ou presque n'a été réalisé pour le moment. Côté algérien : une circulaire du ministère de la Justice recommandant aux juges et aux procureurs de poursuivre les pères récalcitrants. Côté français : des « cellules d'accueil » dans les sections consulaires des villes d'Algérie pour faciliter la visite des mères à leur enfant.

C'est pour faire accélérer le processus,

mais aussi parce qu'elles inscrivent leur revendication dans le cadre de la lutte pour faire valoir les droits des femmes, de toutes les femmes quelle que soit leur nationalité, que les cinq occupantes d'Alger se sont résolues à entamer de nouveau une action spectaculaire. La conclusion de leur manifeste appelle à la solidarité de toutes les femmes : « Nous souhaitons aussi, par cette action, témoigner de notre solidarité envers toutes les mères concernées par ces drames, quel que soit le pays où se trouvent les enfants, quelle que soit la nationalité du parent non gardien capable d'un tel acte inhumain. Nous pensons particulièrement aux mères maghrébines (résidant hors de leur pays d'origine), qui n'ont même pas la possibilité d'intervenir dans leur pays et qui ont perdu tout espoir de se faire entendre et de revoir leurs enfants. »

Sonia Folloni

Pour Mitterrand et Chadli, un objectif commun : faire oublier une lutte qui dérange.



## Dimanche — L'offensive impérialiste, la guerre des étoiles

10 h - 11 h 45 : Table ronde

16 h - 18 h : Commissions

- . Le dialogue Est/Ouest
- . Les réformistes et le mouvement de la paix
- . Greenham Common
- . Les perspectives et les jeunes après la conférence de l'END

17 h 30 - 19 h : Commissions

- . Les états neutres et l'abolition de l'armée
- . L'intervention dans l'armée
- . Les mobilisations anti-Otan

## Lundi — La crise, la montée du racisme et de l'antiracisme

10 h - 11 h 45 : Table ronde

15 h 30 - 17 h : Commissions

- . L'expérience historique du fascisme
- . Le chômage : l'organisation des chômeurs
- . La précarité et la flexibilité
- . Les luttes de la jeunesse face au racisme.

17 h - 18 h 45 Table ronde sur les luttes contre l'austérité (mineurs anglais, dockers danois, belges...).

## Mardi — Les luttes de libération des femmes

10 h - 11 h 45 : Table ronde

16 h - 18 h : Commissions

- . Les lesbiennes et les homos
- . La pornographie
- . La lutte contre la répression sexuelle
- . Les restrictions à la contraception
- . La famille

21 AU 28 JUILLET

## Camp international de la jeunesse

## Jeudi — Le tiers monde

10 h - 11 h 45 : Table ronde

16 h - 18 h : Commissions

- . FMI, Faim, bidonvilles
- . Les jeunes dans le tiers monde
- . Les femmes dans le tiers monde
- . Les Philippines

17 h 30 - 19 h : Commissions

- . Afrique du Sud
- . Salvador
- . Irlande
- . Euskadi

17 h 30 - 19 h : Commissions

- . Les femmes immigrés
- . La lutte pour le droit à l'avortement
- . Les femmes dans les travaux dits masculins et les discriminations positives
- . Les différences de comportement des hommes et des femmes (le langage notamment).

## Mercredi — Ecologie

10 h - 11 h 45 : Commissions

- . Ecologie et marxisme
- . Pollution et tiers monde : Bohpal
- . Le nucléaire : Golfech

Camp international de jeunesse  
du 21 au 28 juillet 1985

Je désire m'inscrire :

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

ci-joint un chèque de 250 F d'arrhes

A renvoyer à :

JCR

9 rue de Tunis 75011 Paris  
Chèque à l'ordre de C. Castaing

21 h - 22 h 30 : Intervention des camarades kanaks  
Vendredi — L'impérialisme et l'Amérique centrale

10 h - 11 h 45 : Commissions

- . La démocratie (Salvador/Grenade)
- . L'anniversaire de la révolution cubaine
- . Les femmes dans la révolution
- . La théologie de la libération

15 h 30 - 16 h 30 : Intervention de la Juventud Sandinista, des brigadistes.

16 h 30 - 18 h 30 : Commissions

- . La prise du pouvoir par le FSLN
- . L'offensive impérialiste
- . La place des jeunes dans la révolution.

## Samedi — Clôture

10 h - 11 h 45 : Réunion par délégation

14 h - 17 h : On glande, on se détend, on prend des contacts et on prend des adresses... Des réunions interdélégations peuvent se tenir ainsi que des réunions sur des campagnes, les journaux...

17 h - 19 h : Commissions

- . Rock et musique diverse
- . BD
- . Polars

21 h - 22 h : Grand meeting final

22 h - jusqu'à l'aube : Big fiesta !



# Reagan et Mitterrand militarisent l'espace

La presse et la télévision nous ont largement abreuvé ces derniers jours de nouvelles en provenance de l'espace. Opération de charme, au nom des progrès de la science, justifiée par la présence d'un colonel français dans l'équipage de la navette américaine Discovery. En revanche, les mêmes médias sont restés plus discrets sur les finalités militaires de ce vol où, pour la première fois, une expérience d'utilisation du laser a été testée avec succès.

Un rayon laser de faible puissance, émis à partir d'Hawaï a en effet atteint la navette se déplaçant à plus de 28 000 km/h à une altitude de 350 kilomètres. Avec des armes spatiales utilisant ce type de technologie, les stratèges du Pentagone espèrent parvenir à neutraliser les missiles soviétiques, moins de 100 secondes après leur mise à feu. C'est donc bien au coup d'envoi expérimental des préparatifs de la guerre des étoiles qu'a participé un officier français à bord de la navette.

Le fait est en lui-même révélateur de l'orientation militariste du gouvernement français. Celui-ci a emboîté le pas à l'administration Reagan en s'engageant résolument dans la phase des recherches en vue d'une militarisation générale de l'espace. Le projet Eurêka de coopération multilatérale, à destination des autres gouvernements capitalistes européens, n'est ni moins dangereux, ni moins coûteux pour les travailleurs que le projet reaganien dit de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Pour ce qui concerne le budget en cours d'exécution, les recherches relevant du programme Eurêka émergent déjà à hauteur de huit milliards de francs au budget, paraît-il civil, de la recherche et du développement. Hubert Curien, le préposé à la recherche du gouvernement Fabius a tout récemment assuré que l'Etat allait injecter dans l'affaire un milliard supplémentaire, d'ici la fin de l'année. A l'instar d'Etienne Davignon, vicomte et industriel de son état, tristement célèbre pour ses plans de restructuration de la sidérurgie européenne, les capitalistes sont enthousiastes. Au dernier sommet européen de Milan, Davignon appelait à « décider qu'on va de l'avant et accepter les conséquences financières du choix qui est ainsi fait ». Qui paiera la note ? Les travailleurs bien sûr à qui l'on imposera une politique d'austérité encore plus brutale.

Il faut dénoncer ce qui se trame, non seulement en raison des risques insensés qu'un tel projet fait courir sur le long terme, mais aussi et surtout en raison du coût social immédiat de cette course à la militarisation de l'espace. La riposte sur ce terrain suppose que les informations concernant les investissements financiers et leurs finalités exactes soient connues du grand public. C'est donc une exigence démocratique d'ouverture des livres de compte de l'Etat et des grands groupes industriels, publics et privés, qu'il faut, en tout premier lieu, mettre en avant pour pouvoir s'opposer aux campagnes de désinformation et de propagande du pouvoir des médias. C'est ainsi que se prépare la riposte d'ensemble à la politique d'austérité du gouvernement français et des autres gouvernements occidentaux.

Jean-Louis Michel



## ETAT ESPAGNOL

# Quatre millions de grévistes le 20 juin

*Paralysant l'essentiel du secteur industriel, la grève générale appelée par les Commissions ouvrières, contre les conséquences de la politique d'austérité de Gonzales, fut un incontestable succès.*

Quatre millions de grévistes sur un total de treize millions d'actifs selon le quotidien *El País* : les chiffres suffisent à attester du succès de la grève générale du 20 juin, dans l'Etat espagnol. Une des actions les plus massives depuis fort longtemps.

Dans les ceintures industrielles de Valence, Madrid ou Barcelone notamment, le mot d'ordre de grève a été très largement suivi. Au Pays basque où le syndicat ELA-STV (majoritaire) appelait lui aussi à débrayer, le succès fut complet.

On enregistre cependant de nettes différences selon les secteurs. Très suivie dans les grandes entreprises industrielles, la grève a connu un moindre succès dans les transports où le gouvernement avait imposé un service minimum — parfois de 100 % aux heures de pointe pour le métro et les trains. Ce qui fausse bien entendu les statis-

tiques sur le nombre de grévistes, en particulier dans les banques et les administrations.

Cette échéance avait pris valeur d'un test national tant pour les travailleurs espagnols que pour le gouvernement Gonzales. Ce qui explique pourquoi il tente de faire croire, que le mouvement gréviste a connu un échec cuisant.

### Défense des acquis

Cette mobilisation, partiellement unitaire, puisque les Commissions ouvrières avaient été rejointes par des sections de la centrale UGT (dirigée par le PSOE) s'est avant tout fixée sur les conséquences de la politique d'austérité gouvernementale.

La réforme de la sécurité sociale a ainsi été au centre des revendications portées par le mouvement. Le gouvernement, soucieux de ré-

duire le déficit croissant du système de protection sociale, s'appête à mettre en place de nouvelles dispositions qui reviennent sur nombre d'acquis ouvriers. La période minimale de cotisation pour faire valoir ses droits à la retraite passerait par exemple de dix à quinze ans, contraignant dès cette année quelques 40 000 travailleurs à poursuivre leurs activités salariales au-delà de soixante-cinq ans.

Le calcul des pensions et retraites, qui s'effectuait jusqu'alors sur la base du salaire moyen des deux dernières années d'activité prendrait désormais en compte les huit dernières années de travail. Quand on sait que le nombre de chômeurs dépasse la barre des trois millions en Espagne et que 70 % d'entre eux ne touchent aucune indemnité, les conséquences des dispositions législatives votées par les députés du PSOE s'apparentent à une véritable régression sociale.

Ces motifs de mobilisation en défense des acquis se sont conjugués avec les menaces qui pèsent sur l'emploi dans de très nombreuses branches, pour donner lieu à une pre-

mière riposte ouvrière d'ampleur le 20 juin.

### Un tremplin ?

Le problème désormais posé à la classe ouvrière de l'Etat espagnol est celui des conditions à réunir pour une vaste mobilisation, plus puissante que la précédente et orientée vers la remise en cause de l'ensemble de la politique d'austérité du gouvernement Gonzales.

Cela suppose en premier lieu l'unité des travailleurs et de leurs organisations, lorsqu'elle est pleinement réalisée comme le 4 juin dernier à l'occasion d'une première journée de mobilisation contre la réforme de la sécurité sociale à l'appel des Commissions ouvrières et de l'UGT, celle-ci permet le développement de mouvements massifs. Cela suppose ensuite une orientation plus directement anti-austérité, en dépit des positions actuelles des directions syndicales et avant tout celles de l'UGT. C'est à ces conditions, que le 20 juin pourrait bien être un tremplin pour une contre-offensive unanime de la classe ouvrière de l'Etat espagnol.

Jean-Louis Michel

INTERVIEW D'UNE REPRESENTANTE DU SYNDICAT DES ENSEIGNANTS DU SALVADOR (ANDES)

# Le rôle des enseignants dans la lutte populaire

L'association nationale des enseignants du Salvador, ANDES 21 juin, s'est créée en 1965. Le 21 juin voit sa première manifestation de rue afin d'exiger du gouvernement trente années de service actif et non quarante comme il voulait l'imposer. Cette lutte obtint satisfaction et elle joua un rôle de catalyseur dans la prise de conscience des enseignants, constituant le point de départ de l'essor de l'organisation. Deux ans plus tard, ANDES obtenait la reconnaissance légale. Parmi ses objectifs, l'association attache beaucoup d'importance à la revendication de « dignité pour le corps enseignant ». Au Salvador, il n'existe en effet aucun respect de l'enseignant par les autorités de l'éducation. Il est balladé d'un poste à l'autre, sa nomination est souvent achetée. Quant aux femmes elles doivent souvent subir le droit de cuissage des directeurs ou être licenciées. Nous avons rencontré la représentante d'ANDES en Europe, peu avant que l'association ne tienne son congrès.

□ Quelle est actuellement la situation de l'éducation et des enseignants au Salvador ?

Il faut tout d'abord mettre en valeur l'origine sociale des enseignants : leurs parents, leurs familles sont des paysans. Leurs salaires sont très bas, ils ne bénéficient d'aucune prestation sociale. De surcroît, ils sont en contact quotidien avec le dénuement dont souffre l'enfant.

ANDES 21 a payé très cher sa détermination. Sur un total de vingt et un mille enseignants, trente-trois ont été assassinés, soixante-dix portés disparus, quatre mille sont en exil. Actuellement, il n'y a plus d'enseignants formés au Salvador. Le principal centre de formation a été transformé en centre d'instruction pour l'armée, sous la direction de conseillers militaires des Etats-Unis. Tout ceci dans un contexte où plus de 45 % de la population sont analphabètes.

□ Quelle est la situation actuelle d'ANDES 21 juin ? Quelle place prend cette organisation dans le processus de réactivation du mouvement de masse dans les villes ?

Bien qu'ANDES bénéficie toujours de la reconnaissance légale, son siège à San Salvador est sous surveillance constante. Périodiquement il est perquisitionné et mis à sac. Les écoles où enseignent des militants connus font, elles aussi, l'objet d'intimidations. Le 6 mai dernier, notre secrétaire général Julio Cesar Portillo et deux autres camarades ont été poursuivis par quatre civils en armes mais ont pu leur échapper. En 1982, déjà, Julio avait été criblé de balles à la sortie de son travail, par les Escadrons de la mort.

ANDES a un rôle important dans le processus de re-composition actuel. Cette

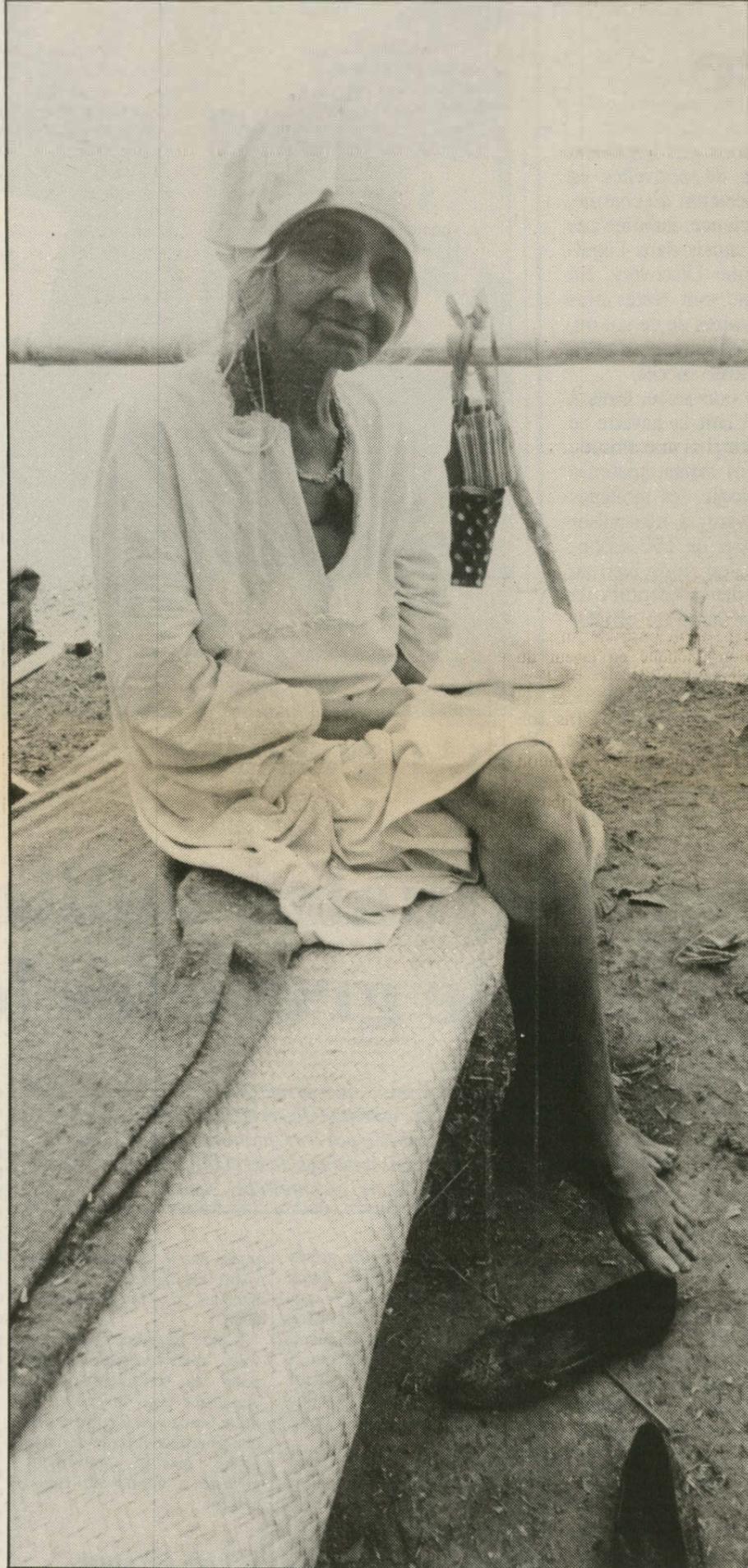
année, de nombreux arrêts de travail ont déjà eu lieu, notamment les 26 et 27 mars, le 9 avril, les 22 et 23 mai. Ceux-ci ont pour objectif de faire pression sur le gouvernement Duarte afin qu'il réalise ses promesses électorales ; en particulier la construction d'un hôpital pour les enseignants, seul secteur à ne disposer d'aucune couverture sociale.

Nous exigeons aussi le paiement régulier des salaires, (depuis février, nombreux sont ceux qui n'ont encore rien perçu), la régularisation de la situation des enseignants déplacés par la guerre et l'acquisition de matériel didactique. A ces exigences, s'ajoutent des revendications politiques telles que l'arrêt de la répression, la continuation du dialogue en vue de la recherche d'une solution politique au conflit salvadorien... Enfin, ANDES participe à de nombreuses luttes aux côtés d'autres secteurs, comme le 1er Mai, où plus de quarante mille travailleurs ont manifesté.

□ Y a-t-il des enseignants présents dans les zones sous contrôle du FMLN-FDR ? Quelle est leur situation ?

Il y en a. Ils s'incorporent aux diverses tâches des « pouvoirs populaires locaux » (PPL). La direction d'un pouvoir populaire local est composée de cinq membres. L'un d'eux est responsable de l'éducation, mais ce n'est pas forcément un enseignant. Celui-ci n'apprend pas seulement à lire et à écrire mais participe aux tâches de production et ses horaires de travail dépendent des conditions imposées par la guerre.

Quant au travail éducatif, il ne faut pas imaginer qu'il dispose d'un local. Les classes ont lieu sous les arbres et sans le minimum de matériel éducatif. Parfois le sol sert de cahier et un bâton de crayon ! Mais dans ces zones, l'enseignant est particulièrement



Des années de répression, une misère immense.

gnant est particulièrement motivé par l'immense intérêt que porte la population à son travail. Ce sont des paysans eux-mêmes que la campagne d'alphabétisation est partie.

□ Quelle est la présence d'ANDES parmi les réfugiés en Amérique centrale ?

A l'extérieur aussi ANDES

développe une campagne d'alphabétisation, mais les difficultés pour la mener sont multiples.

Au Honduras, par exemple, les enseignants ne peuvent pénétrer dans les camps. L'an passé, c'est grâce à la participation d'internationalistes qu'un certain travail a pu se dérouler. Mais cette

année, le travail n'a pu continuer.

Nous avons élaboré des manuels différents afin d'adapter le matériel pédagogique à la réalité vécue par les réfugiés dans chaque pays d'accueil. Bien sûr, les éléments fondamentaux de chaque manuel sont les mêmes et s'enracinent dans le processus salvadorien.

□ Tu as fait récemment une tournée en Europe, notamment en France. Quel bilan en tires-tu ?

Les résultats ont été très positifs sur le plan politique comme sur le plan économique.

ANDES a été reconnue par de très nombreux syndicats et institutions. Par exemple, en Grande-Bretagne, le NUT a fait une campagne d'information et de collectes. En Espagne j'ai été reçue, entre autres, par les Commissions ouvrières (CCOO). Une expérience m'a particulièrement frappée. En Norvège, un syndicat a acheté deux voitures pour ANDES au Salvador et payé six mois de frais de fonctionnement de son secrétariat.

Dans la deuxième quinzaine d'avril, j'ai visité plusieurs régions de France. Deux objectifs particuliers ont été atteints : faire connaître notre combat et celui du peuple salvadorien, réactiver la solidarité. J'ai rencontré un très bon accueil de la part de plusieurs sections locales et départementales de la FEN, du SNI, du SGEN (Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrand). Les comités de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale ont joué un rôle important dans la réalisation de cette tournée.

□ Qu'attends-tu de la solidarité en France ?

J'attends d'elle un travail d'information sur la lutte du peuple salvadorien, un appui financier et des prises de position en faveur du dialogue. En ce qui concerne ANDES nous souhaitons une aide économique pour éditer le Manuel de postalphabétisation, pour lequel le Groupe de soutien à ANDES a déjà largement commencé les collectes.

Au niveau syndical, nous demandons des télégrammes, lettres au ministère de l'Éducation et à Duarte, en appui à nos revendications et bien sûr un soutien à nos projets « Ecole pour le Salvador », à la coopérative d'ANDES qui permet d'aider les familles de disparus et assassinés.

□ Pour conclure, peux-tu nous parler du congrès d'ANDES auquel tu vas assister ?

C'est le XIX<sup>e</sup> Congrès que nous tenons et nous lui avons donné un nom qui résume bien nos objectifs : « Le corps enseignant pour la paix au Salvador ». Il va marquer un temps fort de notre lutte car il va être public pour la première fois depuis cinq ans. Nous comptons sur la présence de nombreux délégués internationaux, notamment des syndicalistes français.

Propos recueillis par  
Pascal Sonilda

VICTOR HUGO

# Le centenaire de la conscience française (2)

Le 23 juin 1848, quatre cents barricades surgissent dans la capitale. Victor Hugo, qui est pair de France depuis trois ans et a commencé la rédaction des *Misérables*, se range du côté du gouvernement, du côté de l'ordre. Il définit ainsi l'insurrection : « Une révolte du peuple contre lui-même » ! S'il avait accepté les révoltes de juillet 1830 et février 1848, c'est parce que le peuple n'avait pas le droit de vote. Mais maintenant que les Français disposent du suffrage universel, l'insurrection devient pour lui tout simplement indéfendable.

Seulement, voilà : la répression est féroce. Les morts se comptent par milliers. Scandalisé par le climat de terreur qui s'abat sur la France, par la violence haineuse des bourgeois qui ont eu si peur et qui veulent prendre leur revanche sur les prolétaires vaincus, Hugo change alors de camp.

Onze journaux sont interdits. Hugo plaide à la Chambre et crée un bureau d'aide aux déportés en juin. La Constituante autorise des poursuites contre Louis Blanc. La gauche vote contre. Et pour la première fois, Hugo vote avec elle !

Le 1<sup>er</sup> août 1848 paraît un nouveau journal, *l'Événement*, qui paraîtra pendant deux ans et des poussières. Sa devise ? « Haine vigoureuse de l'anarchie, tendre et profond amour du peuple » ! Ils sont deux directeurs, et ce sont les deux fils d'Hugo. L'inspirateur, c'est Hugo, bien sûr ! Le nom de Louis-Napoléon Bonaparte, cousin germain de l'Aiglon, y apparaît de plus en plus souvent. Parce qu'il approuve l'élection du président de la République au suffrage universel, Hugo va ouvrir à Louis-Napoléon les portes du pouvoir. Le symbole de tout ça : Hugo est invité à dîner à l'Élysée !

## L'aventure de l'Événement

Mais peu à peu, les choses changent, le paysage se modi-

fie, et le 25 octobre 1849, *l'Événement* s'en prend directement au prince. Hugo rejette à l'Assemblée, en janvier 1850, la loi Falloux, établissant le monopole de l'instruction publique en faveur du clergé. Son discours sur l'enseignement va marquer un nouveau tournant dans son engagement politique. En avril, opposé à la déportation dans les îles lointaines, il monte à nouveau à la tribune. La droite le ridiculise en s'écriant : « Quel pathos ! »

Et puis, qui l'eut cru ? La police interdit la vente de *l'Événement* sur la voie publique, et dans la foulée le gouvernement dépose un projet de loi qui restreint le suffrage universel. Sont privés du droit de vote tous ceux qui ont été condamnés à un mois ou plus de prison depuis juin 1848 (c'est le cas de nombreux militants de gauche) ainsi que les citoyens ayant déménagé depuis moins de trois ans.

Le 21 mai, Hugo, qui s'est déclaré opposé à ce projet, est attendu à la tribune comme l'homme à abattre. Même chose le 4 juillet,

quand il défendra la liberté de la presse.

Pendant ces mois de combat, Hugo se montre tendu, nerveux, sombre. Son ami Balzac meurt à cinquante et un ans. Il en a quarante-huit, et lui qui y avait soupé trois ans plus tôt est devenu l'ennemi de l'Élysée. Ses deux fils sont en prison pour opinions politiques. On comprend que, dans ces circonstances, il note dans son jour-

nal : « Mon travail — les Misérables — a subi trois ans et six mois d'interruption pour cause de révolution. »

Et puis, coup de théâtre : le prince-président propose à l'Assemblée le rétablissement du suffrage universel. C'est un coup d'Etat. C'est aussi un piège effroyable. Dix-huit députés ont été enlevés de chez eux et jetés en prison. L'Assemblée est dissoute et l'état de siège est proclamé. Hugo appelle de toutes ses

forces à la révolte : « Louis-Napoléon est un rebelle. » Il rédige un texte très bref et très violent, à afficher immédiatement sur tous les murs de Paris. Fièvre des réunions, difficultés pour joindre les uns et les autres et se compter... Mais le peuple est semble-t-il tombé tout droit dans le piège du suffrage universel rétabli.

Hugo a dormi chez un ami. Il a eu raison car la police est venue chez lui pour l'arrêter. Le ministre de l'Intérieur a même envoyé au préfet de police cette dépêche : « Si vous prenez Victor Hugo, faites-en ce que vous voudrez. » L'insurrection échoue. Il n'y a pas de prisonniers car tout insurgé est fusillé sur place. Quatre cents badauds sont tués par la troupe.

« J'ai vu ce crime, cette tuerie, cette tragédie. J'ai vu cette pluie de la mort aveugle. J'ai vu tomber autour de moi en foule les massacrés éperdus. » Un enfant de sept ans est tué sous ses yeux et lui inspire un des plus poignants poèmes des *Châtiments*. Alexandre Dumas prévient alors Adèle Hugo que son mari est vraiment en danger : des hommes de main ont été recrutés pour l'assassiner.

Victor fuit en Belgique avec la douce Juliette qui organise tout. Officiellement banni, il rédigera un magnifique pamphlet contre Napoléon-le-petit. Succès immense : un million d'exemplaires ! Comme il ne se sent plus en sécurité à Bruxelles, il doit prolonger encore son exil et le 5 août arrive à Jersey.

À l'automne, la dignité impériale est rétablie en France, et le peuple appelé à ratifier, par plébiscite, l'ascension de Napoléon III à l'Empire. Fureur de Hugo. Le gouvernement propose alors d'amnistier tous ceux qui s'engageront à ne plus attaquer le chef de l'Etat. Il

refuse, bien sûr. « Si l'on n'est plus que mille, eh bien j'en suis ; si même ils ne sont plus que cent, je brave encore Sylla ; s'il en demeure dix, je serai le dixième. Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là. »

Il s'habituait à Jersey, y contemplant la mer, rencontre les proscrits ouvriers de 1848, les réfugiés montagnards de 1849 bannis d'Italie, de Hongrie, de Pologne. Et il se met à faire tourner les tables ! Léopoldine, sa fille noyée dix ans auparavant dans la Seine, lui apparaît, Napoléon Bonaparte aussi ! Pendant deux ans, chaque jour il interrogera les esprits.

Expulsé de Jersey, il s'installe à Guernesey, court les brocanteurs, se montre plutôt despote avec sa famille et prépare *la Légende des siècles*. Lorsqu'il défend John Brown, qui avait pris les armes aux USA pour libérer les Noirs captifs de l'esclavage, son célèbre dessin bouleverse l'opinion. C'est un dessin halluciné où l'on voit Brown se balancer à sa potence et éclate le talent de Hugo.

Dans son œuvre picturale qui est énorme (plus de deux mille dessins, caricatures, etc.), il essaie différents matériaux, différentes techniques. Il emploie l'encre, le crayon, le fusain, le charbon et, dit-il, « toutes sortes de mixtures bizarres ». Il procède par taches, par grattage, et, dans la lignée de Rembrandt et Goya, annonce de façon prophétique les expériences des surréalistes.

Alors, faut-il vraiment cracher sur Hugo comme Paul Lafargue dans sa *Légende de V. Hugo* ? (Le Dilletante, 49 F.) Bien mieux vaut notre avis s'attacher à connaître ce personnage dont rien ne permet de dire qu'il fut meilleur que d'autres, mais dont les traces qu'il a laissées balisent le XIX<sup>e</sup> siècle et en font finalement un témoin extraordinaire de son temps.

Sophie Gousket

Germination créatrice qui témoigne de l'étonnante modernité du poète.



\* Samedi, 21 h 30 (FR3), en plein « Disney Channel », ne ratez pas douze des plus belles minutes de l'histoire de l'animation musicale, avec ce *Pierre et le loup* que Walt Disney réalisa en 1946 sur la musique de Tchaïkovsky. Un classique.

\* Dimanche, 20 h 35 (TF1), *la Fureur de vivre*, de Nicholas Ray, avec James Dean, Nathalie Wood et Sal Mineo. Réalisé la même année que *Graine de violence*, de R. Brooks, ce classique est l'un des films les plus mythiques qu'Hollywood consacra ja-

mais à l'adolescence révoltée. Malgré certaines conventions de narration, le film de Ray reste un superbe mélodrame sociologique où la puissance de l'interprétation des jeunes comédiens prend une dimension quasi tragique supplémentaire aujourd'hui, du fait de la disparition tragique de Dean, Wood et Mineo.

22 h 30 (FR3), *Mam'zelle Bonaparte*, de Maurice Tourneur, avec Edwige Feuillère. Mélo historique...

\* Lundi, 20 h 35 (TF1), *Correspondant 17*, d'A. Hitchcock, avec J. MacCrea, inau-

gure un cycle Hitchcock qui nous conduira, tous les lundis soirs, jusqu'en septembre (mais en version française). Réalisé en 1940, ce film d'espionnage antinazi fut à la fois un « appel du pied » aux Etats-Unis pour qu'ils s'engagent dans le camp allié, et une excellente série B bourrée de très bons moments.

20 h 35 (FR3), *Diaboliquement vôtre*, de J. Duvivier, avec A. Delon et S. Berger. Dernier film de ce vieux routier de Duvivier, ce polar confus est d'une rare médiocrité. La seule curiosité réside dans l'évocation du curieux masochisme exotique du valet de Senta Berger... C'est peu.

\* Mardi, 20 h 35 (A2), voici donc enfin sur le petit écran

ces « Terroristes » à la retraite, film de Mosco sur les combattants des FTP-MOI de la région parisienne. A l'heure où j'écris, aucun participant au débat n'est encore connu...

\* Mercredi, 15 h 45 (TF1), reprise (hélas pour celles et ceux qui travaillent l'après-midi) des sept épisodes du très beau film que tourna Maurice Pialat pour l'ORTF : *la Maison des bois*, avec P. Doris, F. Gravey, J. Duffranne et Pialat dans le rôle de l'instituteur.

20 h 35 (FR3), première partie de *la Nuit de Varennes*, film d'Ettore Scola, avec M. Mastroianni, J.-L. Barrault, H. Schygulla. Ceux qui n'arrêtent pas de louer Toscan du Plantier (surtout de-

puis qu'il n'est plus à la tête de la Gaumont) devraient revoir comment le « style Toscan » s'apparentait à la fois à l'académisme anglosaxon dit « de prestige » des années cinquante (Lean, Wyler, etc.) et à la méthode historique Musée Grévin. Qu'est donc allé faire Scola dans cette calèche ?

\* Jeudi, 20 h 35 (FR3), la suite de *la Nuit de Varennes*. \* Vendredi, 20 h 35 (TF1), retrouver Jacques Brel, l'espace d'une heure, avec ses chansons rares, sa fragilité écorchée et, dès qu'il chantait, ce feu intérieur qui parvenait à éclabousser ses spectateurs...

23 h (A2), *Tristana*, de Luis Bunuel, avec Catherine Deneuve et Fernando Rey.

Avec *Belle de jour* (déjà Deneuve !), l'un des plus beaux films de Bunuel et une rencontre avec un roman qu'il révait d'adapter depuis les années trente ! Face à Don Lope, ce faux subversif provincial qui représente tout ce que Bunuel ne voulait pas être ou craignait de devenir, Tristana-Deneuve, toute en expectative, dont l'élégante sérénité recouvre une passion frénétique pour l'amour et la vie. Comme le rappelait Robert Benayoun lors de la sortie du film, il y a juste quinze ans : « Au contraire de Don Lope, Bunuel ne renonce pas au blasphème et à la révolte (...) Fier de sa liberté, il garde l'initiative. » Ne ratez pas ce film fascinant.

Michel Laszlo

# Les Verts en débat

*La tenue du congrès des Verts ouest-allemands à Hagen, dans la Ruhr, le week-end dernier, a permis de mieux cerner l'évolution des rapports de forces internes à ce parti, notamment à propos de l'épineuse question de ses relations avec le Parti social-démocrate (SPD). Les Verts restent attachés à leur identité qui en fait un parti pas tout à fait comme les autres.*

A l'issue du congrès de Hambourg, à l'autorité du congrès de Hagen, tout paraissait sourire à ce nouveau « grand » de la vie politique allemande qu'était devenu, en l'espace de quelques années, le parti des Verts, en volant de succès électoraux en succès électoraux. Puis vinrent les revers des élections en Sarre et en Rhénanie du Nord-Westphalie où les Verts parurent marquer le pas, ne parvenant pas à concrétiser les résultats que leur laissaient espérer les sondages.

Dans ce contexte, certains annoncèrent par anticipation l'éclatement du tout jeune parti, incapable, selon eux, de s'orienter clairement sur la question de l'alliance avec le SPD. C'est ce que fait une nouvelle fois, le rédacteur du *Monde* à l'issue du congrès de Hagen, lorsqu'il écrit : « Les Verts devront trouver en eux les ressources nécessaires pour de nouvelles initiatives et élargir leur base s'ils ne veulent pas disparaître de la scène politique aussi vite qu'ils y sont venus. » Vision simplificatrice s'il en est qui ne rend pas exactement compte des avancées et des limites du débat parmi les Verts.

Le congrès de Hagen avait été convoqué pour régler les questions inscrites à l'ordre du jour du précédent congrès mais non traitées alors faute de temps. D'où, par exemple, le long débat sur la vivisection. Mais bien sûr, chacun s'attendait à une offensive en règle des « réalos », favorables à une coalition gouvernementale avec le SPD, dans la perspective des élections générales de 1987.

## Agir ou gouverner avec le SPD

Le comité directeur, issu des assises de Hambourg, où dominent largement les « fondamentalistes », attachés aux mouvements sociaux et à l'identité des Verts comme force alternative, semblait avoir abordé ce congrès en position défensive. Il n'en fut rien et les « réalos » n'ont pas obtenu au bout du compte ce qu'ils voulaient, à savoir une sorte de carte blanche pour s'intégrer de fait dans la mouvance social-démocrate.

Les Verts n'excluent pas une alliance avec le SPD pour battre la coalition démocrate-

chrétienne-libérale, mais ils la conditionnent à un changement d'orientation radicale des sociaux-démocrates auxquels ils demandent de s'engager dans la perspective d'« une rupture avec la société industrielle capitaliste » et ils formulent au moins quatre exigences précises. Il s'agit de l'abandon du programme électro-nucléaire, la mise en œuvre d'une politique de démilitarisation de la société allemande, la lutte contre la pollution et ses effets sociaux et l'aide au développement du tiers monde. Autant de questions qui reprennent en fait les revendications portées par les mouvements sociaux, outre-Rhin, depuis plusieurs années.

Dans ces conditions, les décisions du congrès de Hagen s'apparentent plus à une logique d'interpellation du SPD, de ses militants et de ses dirigeants, qu'à un ralliement à la perspective d'un gouvernement de coalition Verts-SPD. La motion adoptée à une très large majorité, règle précisément la question en précisant sur le mode ironique si cher aux Verts, que ceux-ci n'excluent pas non plus de gouverner seuls s'ils disposent d'une nette majorité.

Le plus probable est donc la poursuite de ce débat, sous des formes variées jusqu'en 1987. Rien n'est réglé, serait-on tenté de penser, mais tout a été dit. L'évolution des Verts dépendra bien plutôt du degré de réactivation des mouvements sociaux dont ils sont tout à la fois le produit et en quelque sorte l'avant-garde. La réunion du comité de coordination des mouvements de paix qui a réuni 800 personnes, la semaine précédente — et où

pour la première fois depuis plusieurs mois, tous les courants étaient représentés — alimentait en tout cas l'optimisme de ceux qui, parmi eux, se réclament d'une démarche clairement alternative, anticapitaliste dirions-nous.

## Le souci du parti

Confirmant que la majorité entend sauvegarder ce qui a fait la spécificité des Verts, le congrès s'est penché sur la construction du parti comme l'illustrent plusieurs points de l'ordre du jour.

Les Verts regroupent à l'heure actuelle environ 40 000 membres. Ils sont représentés dans les conseils communaux, certains Parlements régionaux, au Bundestag (le Parlement fédéral) ainsi qu'à l'Assemblée des communautés européennes de Strasbourg — ce qui ne représente pas moins de 8 000 élus. Il s'agit donc d'un parti qui a poussé comme un champignon sans avoir ni les moyens, ni même forcément le souci de maîtriser sa construction.

Traversant une phase plus difficile, il est forcé de s'y résoudre et cela donne parfois des choses surprenantes. Ce fut le cas lors du débat sur la gestion du budget du Parti qui s'élève à près de 23 millions de DM (environ

## Société pourrie

En marge des travaux de congrès, les Verts sont à l'origine des révélations sur un nouveau scandale politico-industriel qui met en cause le patronat des industries chimiques ouest-allemandes.

L'hebdomadaire *Der Spiegel* les reprend, preuves à l'appui. Ces messieurs arrosaient copieusement des centaines de hauts fonctionnaires, tout comme le groupe Flick, à l'origine du scandale qui avait amené, à l'automne, la chute du président du Parlement et de plusieurs ministres du cabinet Köhl.

Cette fois, il s'agit en général de plus petits poissons, à l'exception du chef du groupe parlementaire CDU/CSU (la droite), mais les généreux donateurs ne lésinaient ni sur les moyens, ni même sur le nombre des bénéficiaires de leurs bonnes œuvres sociales. Leur porte-parole ne nie d'ailleurs pas les faits, et s'indigne seulement que l'on ait pu parler de « pots de vins » alors qu'il ne s'agissait, selon lui, que de « simples relations humaines », autorisées par la législation allemande.

J.-L. M



70 millions de francs). Il fut décidé que les Verts ne vivront que sur les intérêts de ce capital. C'est la même réalité souvent difficile à appréhender, qui s'exprima dans le refus très majoritaire d'abandonner, à des commissions indépendantes des instances du Parti, le soin d'élaborer les orientations en leur nom, comme l'avaient souhaité les « réalos ».

Enfin, même si ce fut timidement, l'on souhaite ici où là, une meilleure coordination pour l'action. Autant de signes qui démentent l'impression négative laissée par les comptes rendus de la presse française. De fait, les initiateurs des deux seules motions adoptées étaient nettement marqués à gauche de la gauche social-démocrate, qu'il s'agisse de la Liste alternative de Berlin pour la première motion, ou des porte-parole du courant écolo-socialiste pour la seconde.

Le proche avenir ne devrait pas manquer de confirmer une évolution, certes confuse mais réelle, des Verts allemands, ou du moins de la majorité d'entre eux vers la gauche.

Jean-Louis Michel